TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 84112 PRISE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR D'OSTREVENT.

VISA :
- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d’Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- de la délibération n° 09-A-026 du Conseil d’Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d’assainissement des collectivités territoriales,

Considérant que :
- par convention n° 84112, notifiée le 7 février 2011, l’Agence a apporté à la Communauté de Communes du Coeur d’Ostrevent une participation financière de 10 750,00 € sous forme de subvention (55%) pour un montant d’investissement financable de 21 500,00 € HT relatif à la réalisation d’une étude diagnostique et du zonage d’assainissement de Bruille-les-Marchiennes et Vred.
- par courrier en date du 15 octobre 2013, la Communauté de Communes du Coeur d’Ostrevent nous a informés que le zonage d’assainissement de Vred a été différé pour cause de révision concomitante du PLU. Par conséquent la Communauté de Communes du Coeur d’Ostrevent ne sera pas en mesure de nous présenter la demande de solde dans les délais contractuels fixés dans la convention (07/02/2014), soit trois ans après notification, et nous a sollicitées pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :
La convention n° 84112 est prolongée de 1 an, soit jusqu’au 7 février 2015, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’Ouvrage.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
TITRE : EROSION

Dossier n°8447802 : CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION DU NORD PAS DE CALAIS

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 9ème Programme d'Intervention 2007-2012 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 06-A-114 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 en portant approbation,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d'Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 10-A-027 du Conseil d'Administration du 15 octobre 2010 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la demande présentée par le maître d'ouvrage,
- Vu la Commission Permanente des Interventions n°10-I-066 du 5 novembre 2010 relative à l'opération faisant l'objet de la convention n°84478.

Considérant que :

- par convention n°84478, l'Agence de l'Eau a décidé d'apporter une participation financière (S 50%, soit 135 640 €) à LA CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DU NORD PAS-DE-CALAIS pour effectuer l'animation territoriale de lutte contre l'érosion des sols dans le département du Nord, pour un montant prévisionnel financier de 271 280 € HT ;

- les modalités de paiement de ladite convention prévoient un versement de la participation financière en 3 tranches annuelles, à compter de la date de démarrage de l'opération, soit le 1er septembre 2010 ;

- par courrier parvenu à l'Agence le 12 novembre 2013, le Maître d'ouvrage nous informe que le volet édition et rédaction du guide « Ruisselement des sols agricoles » n'a pu être terminé pour le 31 août 2013, et nous sollicite pour obtenir une prorogation de la durée de l'opération ;

- à ce jour, aucun acompte n'a fait l'objet d'un versement financier, le service technique propose de modifier les modalités de paiement de ladite convention pour supprimer le paiement par tranches, et permettre ainsi au Maître d'ouvrage de finaliser l'opération dans les temps impartis.
Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

**Article 1 :**

Les articles 2, 3 et 5 de la convention n°84478 sont modifiés en les termes repris ci-dessous, cette nouvelle rédaction se substitue à la précédente :

→ **ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES**

**Définition :**
Animation territoriale de lutte contre l'érosion des sols dans le département du Nord.

**Localisation :**
Territoire du département du Nord.

**Éléments caractéristiques :**
L'opération consiste en la réalisation des actions suivantes :
- l'aménagement de 10 sites pilotes opérationnels répondant à une problématique de ruissellement et d'érosion des terres agricoles dans le département du Nord, dont 3 devront être des bassins versants de cours d'eau concernés par un plan de gestion rivière (pour un coût global sur les 3 ans de 84 100 € HT) ;
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage et le suivi des aménagements des 10 sites pilotes ( pour un coût global sur les 3 ans de 55 800 € HT ) ;
- l'analyse technico-économique (pour un coût global sur les 3 ans de 17 360 € HT) ;
- la rédaction et l'édition d'un guide "ruissellement des sols agricoles" (pour un coût global sur les 3 ans de 30 080 € HT) ;
- l'acquisition de références technico-économiques en matière de lutte contre l'érosion propres au bassin Artois-Picardie, suivi d'évaluation (pour un coût global sur les 3 ans de 18 600 € HT) ;
- l'animation territoriale : journées techniques, de formation, de réalisation et diffusion de documents techniques, de sensibilisation à la réglementation, et réponses aux interrogations des interlocuteurs (pour un coût global sur les 3 ans de 3 720 € HT) ;
- la production du bilan annuel du programme remis pour le 1er septembre de chaque année (pour un coût global sur les 3 ans de 9 300 € HT) ;
- la valorisation de l'action par différents outils de communication, dont les frais s'élèveront à 22 320€ HT pour les 3 ans ;
- l'organisation d'une journée annuelle sur l'érosion (pour un coût global sur les 3 ans de 30 000 € HT).

Le versement de la participation financière fera l'objet d'un seul versement à l'issue de l'opération, tel que décrit à l'article 26.2 des conditions générales, intitulé « Solde de la participation financière ».

→ **ARTICLE 3 – MONTANT DES OPERATIONS**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel finançable (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mission d'animation territoriale en érosion sur le département du Nord</td>
<td>271 280,00</td>
<td>HT</td>
<td>271 280,00</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td><strong>271 280,00</strong></td>
<td><strong>HT</strong></td>
<td><strong>271 280,00</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

→ **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D’OUVRAGE**

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du Titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d'ouvrage s'engage à :
- transmettre à l'Agence de l'Eau un certificat de démarrage précisant la date de début de l'opération,
- inviter l'Agence de l'Eau aux réunions du comité de suivi des études et envoyer à l'Agence les comptes-rendus de ces comités de suivi et des conseils scientifiques le cas échéant,
- fournir les documents intermédiaires pour validation (maquette du guide),
- fournir une copie papier et informatique des documents distribués (manuscrits et cartographiques),
- fournir à l'Agence le document final mentionnant la participation financière de l'Agence de l'Eau (1 exemplaire papier et 2 en version électronique sous la forme d'un CD-Rom et, le cas échéant les tables de données brutes et géoréférencées),
- fournir un fichier informatique (format Shape File ou MIF MID) du contour des zones étudiées présenté selon le modèle ci-joint en annexe de la convention,
- fournir à l'Agence l'ensemble des pièces justificatives au paiement des actions reprises à l'article 2 intitulé "Eléments caractéristiques". En cas de non réalisation d'une ou plusieurs actions, l'Agence paiera au prorata des actions réalisées et menées à leur terme.

Pour toute demande d'acompte ou de solde, le Maître d'ouvrage devra rappeler les éléments suivants dans tous les courriers qui seront adressés à l'Agence de l'Eau :

- ses références,
- l'objet de l'opération,
- le numéro de la convention avec la date de notification de celle-ci,
- l'état récapitulatif des dépenses conforme au modèle fourni par l'Agence de l'Eau,
- l'état d'avancement de l'étude.

Le Maître d'ouvrage veillera par ailleurs à faire figurer le logo de l'Agence de l'Eau sur l'étude en tant que financeur.


**Article 2 :**

Le montant de la participation financière repris à l'article 4 de la convention n°84478 reste inchangé.
La présente décision, notifiée au Maître d'ouvrage, est immédiatement applicable.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

[Signature]

Olivier THIBAULT
# ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°

## AGENCE DE L'EAU

### ARTOIS-PICARDIE

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>84478.62</td>
<td>CHAMBRE D'AGRICULTURE DE</td>
<td>Animation territoriale de lutte contre l'érosion des sols dans le département du Nord.</td>
<td>HT 0 0 0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>REGION DU NORD PAS DE CALAIS</td>
<td>Territoire du département du Nord.</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant financement</th>
<th>Plafonné</th>
<th>Nature*</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>
TITRE : CONNAISS. ENVIR. EAUX TRANSIT LITT MARIN
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu l'Article 3.2 du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
octobre 2013,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n°
12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 en portant approbation des modalités générales
des interventions financières de l'Agence,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n°
12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-045 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la connaissance
environnementale,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage du 21 novembre 2013,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente
décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d'interventions</th>
<th>2 000,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
<td>2 000,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td>2 000,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td>2 000,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant total

2 000,00 €

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X322.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Gribier THIBAULT
**ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°**

**VALANT ACTE D'ATTRIBUTION**

**DU 9/12/2013**

- En application de la délibération n° 12-A-045 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la connaissance environnementale,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19476.00</td>
<td>CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</td>
<td>Colloque MAREL 2014</td>
<td>Boulogne-sur-Mer</td>
<td>HT/TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

TOTAL

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum de 4 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financer. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :

Le Maître d'Ouvrage veillera à ce que 2 personnes de l'Agence de l'Eau puissent s'inscrire gratuitement au colloque. Le Maître d'Ouvrage s'engage à transmettre deux exemplaires du recueil des actes du colloque à l'Agence de l'Eau.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE**

Olivier THIBAUT
TITRE : CONNAISSANCE ENVIRONNEMENTALE, EAUX SUPERFICIELLES, UNIVERSITÉS ET TECHNOSCIENCES DE LILLE.

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-046 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la connaissance environnementale,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage du 1er octobre 2013,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| 1 dossier d'interventions                      |
| Montant cumulé sous forme de subvention        | 27 000,00 € |
| Montant cumulé sous forme d’avance convertible en subvention |
| Montant cumulé sous forme d’avance remboursable |
| Montant total                                  | 27 000,00 € |

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X321.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

D'avier THERAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
</tr>
<tr>
<td>1944.00</td>
<td>UNIV SCIENCES ET TECHN LILLE</td>
<td>Mise au point d'un protocole basé sur l'utilisation de capteurs passifs pour le suivi des pesticides dans les masses d'eau du bassin Artois-Picardie. Application à la Marque.</td>
<td>Cours d'eau de la Marque</td>
<td>TTC 54 000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td>54 000,00</td>
<td>54 000,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
TITRE : CONNAISSANCE ENVIRONN. EAUX SUPERFICI.
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu l'Article 3.2 du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
  octobre 2013,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n°
  12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 en portant approbation des modalités générales
  des interventions financières de l'Agence,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n°
  12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-045 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la connaissance
  environnementale,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage du 20 novembre 2013,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

**Article 1 :**

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente
décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| 1 dossier d'interventions                        | 15 000,00 € |
| Montant cumulé sous forme de subvention         |            |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible |            |
| Montant cumulé sous forme d'avance remboursable |            |
| Montant total                                    | 15 000,00 € |

**Article 2 :**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X321.

[Signature]

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>1961.00</td>
<td>CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</td>
<td>Ce projet a pour objet d'apporter des connaissances sur le zooplancton dans les cours d'eau du bassin versant de l'Escaut (territoire Nord/Pas-de-Calais), et d'évaluer la plus-value de la prise en compte du zooplancton dans la mise au point du futur indicateur DCE phytoplancton.</td>
<td>Bassin versant de l'Escaut (partie française)</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*SF : Subvention forfaitaire
TITRE : Convention - cadre relative à la prorogation d'une année du programme d'actions du Plan Somme 2007-2013

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu l'Article 3.2 du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par la délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le 9ème Programme d'Intervention 2007-2012 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 06-A-114 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 en portant approbation,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d'Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 10-A-027 du Conseil d'Administration du 15 octobre 2010 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la délibération n° 09-A-003 du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie du 27 mars 2009, relative à la participation financière en faveur du projet Plan Somme 2007-2013,

Considérant que :

Le Plan Somme, est un programme d'actions qui contribue à la prévention des inondations en réduisant les dommages aux personnes et aux biens et organise la gestion des bassins versants (restauration écologique et SAGE).

Ce programme en deux axes (axe 1 : prévention des inondations, environ 12 000 000 € et axe 2 : gestion des bassins versants, environ 15 000 000 €) porte sur la période 2007-2013 et prend fin en décembre prochain.

La décision de participation financière de l'Agence de l'Eau à ce programme a été approuvée par décision du Conseil d'Administration en date du 27 mars 2009, dans la limite prévisionnelle de 7 631 950 €.
A ce jour, des dossiers ont été validés en comité de pilotage du Plan Somme, pour un montant actuel de 25 907 606 €. Toutefois, certains maîtres d'ouvrages n'ont pas encore complété leur dossiers de demande de subvention.

Suite à la dernière réunion du Comité de Pilotage du 27 juin 2013, afin de permettre d'accompagner financièrement les maîtres d'ouvrages et d'examiner les demandes dans les instances délibérantes en 2014, il est proposé un avenant à la Convention cadre relative au programme d'actions du Plan Somme.

Cet avenant prolonge d'une année la durée de la convention sans en modifier ni l'enveloppe financière prévisionnelle, ni les participations financières attendues.
Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

**Article 1 :**


**Article 2 :**

Les autres articles de la convention – cadre restent inchangés.

Un avenant n° 1 à la convention – cadre sera établi.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
TITRE : CURAGE DES SEDIMENTS TOXIQUES

COMMUNAUTE D' AGGLOMERATION DE LA PORTE DU HAINAUT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-041 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la demande présentée par le Maître d'ouvrage,
- Vu la délibération n°13-I-051 de la Commission Permanente des Interventions du 27 septembre 2013 qui donne délégation au Directeur Général pour engager la participation financière, reprise à la convention n°19479, dès que possible,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d'interventions</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant de participation financière est imputé sur la ligne de Programme X241.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier TRIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19475.00</td>
<td>COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DE LA PORTE DU HAINAUT</td>
<td>Travaux de requalification écologique de la Scarpe inférieure entre Hasnon et Mortagne du Nord, pour le lot n°1, tels que prévus dans la délibération n°13-1-061 de la Commission Permanente des Interventions du 27 septembre 2013.</td>
<td>Bassin versant de la Scarpe aval</td>
<td>HT 565 420,50</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL** | 565 420,50 | 565 420,50 | 565 420,50 | 398 424,00 |

*S* : Subvention
TITRE : ACQUISITION ZONES HUMIDES MAINTIEN BIODIVERSITE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-041 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu les demandes présentées par les Maîtres d'ouvrage,

Considérant que :

- l'Agence a reçu 7 demandes de participations financières relatives aux acquisitions foncières de zones humides de la part du CONSEIL GENERAL DU NORD, des COMMUNES DE VRED et NOYELLES SUR ESCAUT, DES DEPARTEMENTS DE LA SOMME et du PAS-DE-CALAIS ;
- ces dossiers ont fait l'objet d'une étude particulière du service technique qui apporte un avis favorable à un financement de l'Agence.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>7 dossiers d'interventions</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X245.
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>19067,00</td>
<td>CONSEIL GENERAL DU NORD</td>
<td>Acquisition d'une zone humide de 1,844 ha située dans le secteur du marais d'Etrun sur la commune de Bouchain.</td>
<td>Département du Nord, commune de Bouchain, lieu dit &quot;Marais d'Etrun&quot;</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>19223,00</td>
<td>CONSEIL GENERAL DU NORD</td>
<td>Acquisition foncière de 1,2542 ha de zones humides situées dans la zone de préemption du Bois de Faux sur la commune de Marchiennes.</td>
<td>Département du Nord, commune de Marchiennes, lieu dit &quot;Bois de Faux&quot;</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>19331,00</td>
<td>VRED</td>
<td>Acquisition foncière de 0,4664 ha de zones humides situées sur la commune de Vred.</td>
<td>Département du Nord, commune de Vred.</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>1933,00</td>
<td>DEPARTEMENT DE LA SOMME</td>
<td>Acquisition foncière de 0,2793 ha de zone humide située en moyenne vallée de la Somme, sur la commune de La Chaussée-Tirancourt.</td>
<td>Département de la Somme, commune de La Chaussée-Tirancourt, lieu dit &quot;Warlingames&quot;</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>19334,00</td>
<td>DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS</td>
<td>Acquisition foncière de 2,8445 ha de zones humides par le département du Pas-de-Calais dans le marais du Guines, situé sur la commune de Guines.</td>
<td>Département du Pas de Calais, commune de Guines.</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>19336,00</td>
<td>NOYELLES SUR ESCAUT</td>
<td>Acquisition foncière d'une parcelle au droit de la source du Pichard sur la commune de Noyelles-sur-Escaut, pour une superficie globale de 0,7725 ha.</td>
<td>Bassin versant du Canal de St Quentin.</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>19339,00</td>
<td>NOYELLES SUR ESCAUT</td>
<td>Acquisition foncière de parcelles de zones humides le long de l'Escaut riviére sur la commune de Noyelles-sur-Escaut, pour une superficie globale de 0,1788 ha.</td>
<td>Bassin versant du Canal de St Quentin.</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*S : Subvention*
TITRE : AMÉLIORATION QUALITÉ EAU POTABLE DISTRIBUÉE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU VALENCIENNOIS

VISA :
- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,
- Vu la délibération n° 13-A-013 du Conseil d’Administration du 29 mars 2013 relative à l’alimentation en eau potable,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d’ouvrage,

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article 1 :

L’Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l’engagement s’établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d’interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>2 765,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d’avance convertible en subvention</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d’avance remboursable</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td></td>
<td>2 765,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X250.

[Signature]

Olivier TRIBAULT

Le Directeur Général de l’Agence
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1389.00</td>
<td>SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU VALENCIENNOIS</td>
<td>Inauguration de la nouvelle usine de production d'eau potable</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>VICQ</td>
<td>HT</td>
<td>40 480</td>
<td>5 530</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>40 480.00</td>
<td>5 530.00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*S : Subvention*
TITRE : SECURISATION QUANTITATIVE ALIMENTATION EAU POTABLE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-013 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à l'alimentation en eau potable,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>2 dossiers d'interventions</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
<td>27 889,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td>27 889,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X251.

[Signature]
Olivier THIBAULT

Le Directeur Général de l'Agence
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>17980.00</td>
<td>SIVOM DE LA REGION DE COMBLES</td>
<td>Etude diagnostique du système d'alimentation en eau potable</td>
<td>COMBLES et l'ensemble des communes</td>
<td>HT 50 000</td>
</tr>
<tr>
<td>17948.00</td>
<td>SYNDICAT MIXTE D'ADUCTION EAUX DE LA LYS</td>
<td>Etude de faisabilité du raccordement des forages de Verchin</td>
<td>AIRE SUR LA LYS</td>
<td>HT 5 778</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>55 778,00</td>
<td>55 778,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 3/A1/2013

TITRE : PROTECTION RESSOURCE ACQUIS. FONCIERES

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-040 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la protection et mise en valeur de la ressource en eau,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>2 dossiers d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>16 801,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant total</td>
<td>16 801,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X232.

[Signature]

Olivier THIBAULT
TITRE : PROTECTION RESSOURCE ACQUIS. FONCIERES

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005, 
- Vu le Code de l'Environnement, 
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, 
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau, 
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels, 
- Vu la délibération n° 12-A-040 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la protection et mise en valeur de la ressource en eau, 
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>2 dossiers d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>16 801,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td>Montant total</td>
<td>16 801,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X232.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1937.00</td>
<td>COMMUNAUTÉ URBAINNE DE LILLE</td>
<td>Acquisition sur le secteur de la Platière sur les champs captants sud de Lille</td>
<td>HT 2 317.25</td>
<td>S 70 1 621</td>
</tr>
<tr>
<td>10470.00</td>
<td>ESTEVELLÈS</td>
<td>Acquisition dans le périmètre de protection rapprochée du captage d'Estevellès</td>
<td>TTC 21 686</td>
<td>S 70 15 180</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td>24 003,25</td>
<td>16 801,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
TITRE : ASSISTANCE TECHNIQUE AUX COLLECTIVITES

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n°13-A-010 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à l'assistance technique départementale - collectivités territoriales,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| 2 dossiers d'interventions | Montant cumulé sous forme de subvention | 41 567,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention | Montant cumulé sous forme d'avance remboursable |
| Montant total | Montant total | 41 567,00 € |

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X150.

[Signature]

Olivier THIBAULT

Directeur Général de l'Agence
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>332 691,65</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 383 DU 31/01/2013

TITRE : ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-006 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à l'assainissement non collectif,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d'interventions</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X113.

[Signature]

Le Directeur Général de l'Agence

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19/06/00</td>
<td>LE FRESTOY VAUX</td>
<td>MODIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT (frais AMO, frais de publication et de commissaire-enquêteur)</td>
<td>Le Frestoy-Vaux Ht: 2 000 El: 2 000 Fin: 2 000</td>
<td>S: 50 M: 1 000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td>2 000,00 2 000,00 2 000,00</td>
<td>1 000,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*S: Subvention*
TITRE : STATIONS D'ÉPURATION DES COLLECTIVITÉS

VISA : 
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-028 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| 6 dossiers d'interventions | Montant cumulé sous forme de subvention | 23 068,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention | | |
| Montant cumulé sous forme d'avance remboursable | 11 173,00 € |
| Montant total | 34 241,00 € |

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X110.

[Signature]

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>HT/HTC</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant finançable</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>18045.00</td>
<td>DESVRES</td>
<td>MISE EN PLACE AUTOSURVEILLANCE</td>
<td>DESVRES</td>
<td>HT</td>
<td>8 500</td>
<td>8 500</td>
<td>8 500</td>
<td>S 15 1 275</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S /UR# 15 178</td>
</tr>
<tr>
<td>19189.00</td>
<td>SYND INTERCOM ASSAINI FORMIES WIGNEHIES</td>
<td>Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)</td>
<td>Sur le site de la station d'épuration de FOURMIES (WIGNEHIES)</td>
<td>HT</td>
<td>4 220</td>
<td>4 220</td>
<td>4 220</td>
<td>S 50 2 110</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19191.00</td>
<td>SICOM ASSAINISSEMENT DU SUD OUEST DE LILLE</td>
<td>Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)</td>
<td>BAUVIN et ANNOEULLIN</td>
<td>HT</td>
<td>17 030</td>
<td>17 030</td>
<td>17 030</td>
<td>S 50 8 515</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19194.00</td>
<td>HERMIES</td>
<td>Mise en place de la télégestion et télésurveillance du poste d'entrée de l'eau</td>
<td>HERMIES - Station d'épuration</td>
<td>HT</td>
<td>20 000</td>
<td>20 000</td>
<td>20 000</td>
<td>A 1+20 35 7 000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S /UR# 15 3 000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S 15 3 000</td>
</tr>
<tr>
<td>19231.00</td>
<td>COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ARTOIS</td>
<td>Etude du plan d'épandage des boues de la lagune</td>
<td>DIEVAL</td>
<td>HT</td>
<td>1 637</td>
<td>1 637</td>
<td>1 637</td>
<td>S 50 818</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19284.00</td>
<td>LONGPRE IES CORPS SAINTS</td>
<td>Mise en place de l'autosurveillance à l'entrée de la station d'épuration de Longpré-Les-Corps-Saints.</td>
<td>LONGPRE-IES-CORPS-SAINTS</td>
<td>HT</td>
<td>21 886</td>
<td>13 913</td>
<td>13 913</td>
<td>S 15 2 088</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>A 1+20 30 4 173</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S /UR# 15 2 085</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>73 253,00</td>
<td>65 300,00</td>
<td>65 300,00</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>34 241,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*S : Subvention
S /UR# : Taux appliqué sur la partie rurale des travaux
A 1+20 : Avance en 20 ans après 1 an de différé
S /UR : Subvention solidarité urbain/rural
TITRE : TRAITEMENT EAUX PLUVIALES

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-007 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à la gestion des eaux pluviales en milieu urbanisé par les collectivités territoriales,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| 3 dossiers d'interventions | Montant cumulé sous forme de subvention | 39 627,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention | Montant cumulé sous forme d'avance remboursable | 20 250,00 € |
| Montant total | | 59 877,00 € |

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X115.
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>17752.00</td>
<td>SICOM ASSAINISSEMENT</td>
<td>Etude pour la construction d'un bassin de stockage</td>
<td>HT 51 155</td>
<td>S 50</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>AGGLOMÉRATION</td>
<td>CAMBRAI : Allée du Quinconce</td>
<td></td>
<td>25 577</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CAMBRESIENNE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1801.2.00</td>
<td>LIEVIN</td>
<td>Gestion alternative des eaux pluviales.</td>
<td>HT 513 072</td>
<td>S 15</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>LIEVIN : Quartier Europe</td>
<td></td>
<td>6 750</td>
</tr>
<tr>
<td>19202.00</td>
<td>SI D ASSAINISSEMENT</td>
<td>Action de communication sur la mise en œuvre de techniques alternatives</td>
<td>HT 14 600</td>
<td>S 50</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>AULNOY FAMARS VALENCIENNES</td>
<td>AULNOY-LEZ-VALENCIENNES : Université du Mont Houy</td>
<td></td>
<td>7 300</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td>578 827,00</td>
<td>110 755,00</td>
<td>59 877,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*S : Subvention  
A 1+20 : Avance en 20 ans après 1 an de différé
TITRE : ECONOMIES D'EAU

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu l'Article 3.2 du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par la délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-013 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à l'alimentation en eau potable (ECONOMIES D'EAU),
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>22 dossiers d'interventions</th>
<th>238 845,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
<td>238 845,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td>238 845,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X210.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THEBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>HT/TTC</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant finançable</th>
<th>Plafonné</th>
<th>Nature*</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>17290.00</td>
<td>CONSEIL GENERAL DU NORD</td>
<td>Travaux d'économie en Eau Potable</td>
<td>VILLENEUVE D'ASCQ : collège Léon Blum</td>
<td>HT</td>
<td>89 500</td>
<td>89 500</td>
<td>89 500</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td></td>
<td>22 375</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17291.00</td>
<td>CONSEIL GENERAL DU NORD</td>
<td>Travaux d'économie en Eau Potable</td>
<td>TOURCOING : Collège Albert Roussel</td>
<td>HT</td>
<td>20 500</td>
<td>20 500</td>
<td>20 500</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td></td>
<td>5 125</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17333.00</td>
<td>CONSEIL GENERAL DU NORD</td>
<td>Travaux d'économie en Eau Potable</td>
<td>STEENVOORDE : collège St Exupéry</td>
<td>HT</td>
<td>51 600</td>
<td>51 600</td>
<td>51 600</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td></td>
<td>12 900</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17447.00</td>
<td>CONSEIL GENERAL DU NORD</td>
<td>Travaux d'économie en Eau Potable</td>
<td>TRELON : Centre d'Entretien Routier</td>
<td>HT</td>
<td>23 500</td>
<td>23 500</td>
<td>23 500</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td></td>
<td>5 875</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17612.00</td>
<td>CONSEIL GENERAL DU NORD</td>
<td>Travaux d'économie en Eau Potable</td>
<td>LILLE &quot;Quartier Moulin&quot;</td>
<td>HT</td>
<td>42 500</td>
<td>42 500</td>
<td>42 500</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td></td>
<td>10 625</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17754.00</td>
<td>CONSEIL GENERAL DU NORD</td>
<td>Travaux d'économie en Eau Potable</td>
<td>TOURCOING : Rue de l'unica</td>
<td>HT</td>
<td>22 000</td>
<td>22 000</td>
<td>22 000</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td></td>
<td>5 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17787.00</td>
<td>Lycée General et Technologique</td>
<td>Travaux d'économie en eau potable</td>
<td>HAUBOURDIN : Lycée Beaupré</td>
<td>HT</td>
<td>13 000</td>
<td>13 000</td>
<td>13 000</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td></td>
<td>3 250</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TTC</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
<td>Montant financable</td>
<td>Plafonné</td>
<td>Nature*</td>
<td>Taux ou forfait</td>
<td>Montant maximal</td>
<td>Garantie financière</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>-------------------------</td>
<td>-----------------------------------------------------</td>
<td>-------------------------------------</td>
<td>--------</td>
<td>---------------------</td>
<td>-----------------</td>
<td>-------------------</td>
<td>----------</td>
<td>---------</td>
<td>----------------</td>
<td>-----------------</td>
<td>---------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>17888.00</td>
<td>BEAUREVOIR</td>
<td>Etude diagnostique du système de distribution d'eau potable</td>
<td>BEAUREVOIR : ensemble des rues.</td>
<td>HT</td>
<td>52 000</td>
<td>52 000</td>
<td>52 000</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td>26 000</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17900.00</td>
<td>COMMUNAUTÉ URBAINE D'ARRAS</td>
<td>Travaux d'économie d'Eau Potable.</td>
<td>ARRAS - Rue Mongolfier</td>
<td>HT</td>
<td>80 000</td>
<td>80 000</td>
<td>80 000</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td>20 000</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17942.00</td>
<td>SIADEBP</td>
<td>Mise en place d'une télégestion pour un compteur sectoriel existant et à créer</td>
<td>BEUVRY</td>
<td>HT</td>
<td>12 400</td>
<td>11 195</td>
<td>11 195</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td>5 597</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17951.00</td>
<td>HAZEBROUCK</td>
<td>Travaux d'économie d'Eau Potable.</td>
<td>HAZEBROUCK</td>
<td>HT</td>
<td>10 050</td>
<td>4 000</td>
<td>4 000</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td>1 000</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17954.00</td>
<td>HAZEBROUCK</td>
<td>Acquisition d'une plateforme collaborative SIG Eau potable</td>
<td>HAZEBROUCK</td>
<td>HT</td>
<td>25 000</td>
<td>25 000</td>
<td>25 000</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td>12 500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17956.00</td>
<td>HAZEBROUCK</td>
<td>Descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable</td>
<td>HAZEBROUCK</td>
<td>HT</td>
<td>50 000</td>
<td>50 000</td>
<td>50 000</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td>25 000</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17957.00</td>
<td>HAZEBROUCK</td>
<td>Acquisition d'un correlateur</td>
<td>HAZEBROUCK</td>
<td>HT</td>
<td>20 000</td>
<td>20 000</td>
<td>20 000</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td>10 000</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Montant prévisionnel de l'opération (€)</td>
<td>Participation financière (€)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>--------------------------</td>
<td>------------</td>
<td>----------------------------------------</td>
<td>-----------------------------</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17994.00</td>
<td>SIAEP DOUDEAVILLE</td>
<td>Sectorisation du réseau d'eau potable</td>
<td>HT 30 000 30 000 30 000</td>
<td>S 50 15 000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18003.00</td>
<td>SYNDICAT D ADDUCTION D EAU DE LA VALLEE DE LA SOMME</td>
<td>Sectorisation du réseau d'eau potable</td>
<td>HT 30 000 30 000 30 000</td>
<td>S 50 15 000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18040.00</td>
<td>MONTREUIL</td>
<td>Acquisition de matériel pour recherche de fuites</td>
<td>HT 6 500 6 500 6 500</td>
<td>S 50 3 250</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18040.00</td>
<td>ROYE</td>
<td>Achat de matériel de prélocalisation des fuites</td>
<td>HT 5 034 5 034 5 034</td>
<td>S 50 2 517</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18040.00</td>
<td>LEFOREST</td>
<td>Travaux d'économie en Eau Potable.</td>
<td>HT 23 100 23 100 23 100</td>
<td>S 25 5 775</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19855.00</td>
<td>SIADEBP</td>
<td>Acquisition de matériel de recherche de fuites</td>
<td>HT 5 626 5 626 5 626</td>
<td>S 50 2 013</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19855.00</td>
<td>SIADEBP</td>
<td>Acquisition matériel de géolocalisation et de reconnaissance des réseaux d'eau potable</td>
<td>HT 31 312 31 312 31 312</td>
<td>S 50 15 656</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Montant prévisionnel de l'opération (€)</td>
<td>Participation financière (€)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>----------------------------------------</td>
<td>---------------------------------</td>
<td>----------------------------------------</td>
<td>-----------------------------</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TTC</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
<td>Montant finançable</td>
<td>Plafonné</td>
<td>Nature*</td>
<td>Taux ou forfait</td>
<td>Montant maximal</td>
<td>Garantie financière</td>
</tr>
<tr>
<td>19983.00</td>
<td>COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE</td>
<td>Travaux d'économie en Eau</td>
<td>MONS EN BAROEUL</td>
<td>HT</td>
<td>52 350</td>
<td>52 350</td>
<td>52 350</td>
<td>S</td>
<td>25</td>
<td></td>
<td>13 087</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Potable</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>695 972,00</td>
<td>688 717,00</td>
<td>688 717,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>238 845,00</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*S : Subvention
TITRE : ASSISTANCE TECHNIQUE AUX AGRICULTEURS

CHAMBRE D'AGRICULTURE SOMME

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-011 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative au suivi agronomique des épandages des effluents organiques,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention : 150 438,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td>Montant total : 150 438,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X152.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° \( M3 \& 387 \) DU 11/02/2013

VALANT ACTE D'ATTRIBUTION


<table>
<thead>
<tr>
<th>N° dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Localisation</th>
<th>HT/TTC</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant financement</th>
<th>Plafonné</th>
<th>Nature</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>17148.01</td>
<td>CHAMBRE D'AGRICULTURE SOMME</td>
<td>FONCTIONNEMENT DU SATEGE SOMME POUR 2013</td>
<td>Département de la Somme (communes du Bassin Artois Picardie)</td>
<td>TTC</td>
<td>259 811</td>
<td>215 450</td>
<td>200 584</td>
<td>S</td>
<td>75</td>
<td></td>
<td>150 438</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

150 438,00

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Départ de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : l'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Début d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

Conditions techniques :
Le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter la convention cadre n° 17148 qui fixe les règles d'attribution de la participation financière de l'Agence au fonctionnement du SATEGE ainsi que le programme d'activité joint en annexe.

- **Le Directeur Général de l'Agence**

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>THÈME DE LA MISSION</th>
<th>DESCRIPTION DE LA MISSION ET MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE</th>
<th>ACTIONS SPÉCIFIQUES MISES EN ŒUVRE EN 2013</th>
<th>OBJECTIFS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1. BILAN ANNUEL DES ÉPANDAGES</td>
<td>Le SATEGE de la Somme réalise le bilan annuel des épandages défini dans l'article 3.1 de la convention cadre n° 17148. Ce rapport résume le bilan des charges qui s’est déroulé au sein du groupe de travail “Inter-organismes indépendants”.</td>
<td>Le SATEGE fera le point sur les rédacteurs mises en place pour gérer les bourses urbaines (fibres mises en place et tonnages concernés, entité d’autorisation d’épandage, capacité de stockage…). Le SATEGE analysera les incidences de la modification des textes réglementaires relatifs aux zones vulnérables, sur les filières d’épandage d’affluents industriels (prévision des plans d’épandage, base en terme de stockage…).</td>
<td>Réalisation d’un rapport comptant en fin d’année d’un exemple pour membres du Comité de Pilotage ainsi qu’une synthèse de ce document diffusée aux acteurs. Ces documents comporteront des données statistiques pour montrer le contexte et les indicateurs de la filière des épandages de chacun des départements. Ces documents comporteront des données relatives aux épandages d’affluents urbains, industriels, agricoles et de compost.</td>
</tr>
<tr>
<td>2. COMMUNICATION</td>
<td>Sous son initiative, le SATEGE de la Somme informe, communique et assure la diffusion des données et des résultats. Suivant les dispositions prévues à l’article 3.2 de la convention cadre n° 17148.</td>
<td>Le SATEGE participe à la réflexion concernant la communication à réaliser à l’échelle du bassin, mise en place de l’observatoire des épandages à l’échelle du bassin, évolution de la rubrique relative à l’épandage et à l’activité du SATEGE sur le site de la Chambre d’Agro.</td>
<td>Diffusion de 2 numéros du Listéo SATEGE par an. Présentation de la plateforme relative à l’innovation et à la bonne gestion des effluents d’épandage aux membres du Pilotage, pour avis.</td>
</tr>
<tr>
<td>3. SAISIE DES INFORMATIONS</td>
<td>Suivant les dispositions prévues à l’article 3.3 de la convention cadre n° 17148, le SATEGE de la Somme saisit les données provenant des documents édités par les producteurs d’affluents (eau préalable, bilan…) ou enregistre les messages SANDRE plan d’épandage et bilan, fournis par les producteurs d’affluents ou leurs prestataires. Cette saisie s’effectue dans SYCLOG, en respectant les règles de saisie et les priorités de saisie qui sont définies par le groupe de travail “Inter-organismes indépendants”.</td>
<td>Le SATEGE poursuit son travail de saisie de données et d’intégration de messages SANDRE dans SYCLOG. Une réflexion sera menée en particulier sur l’optimisation de la saisie dans SYCLOG, des plans d’épandage d’affluents d’élevage (intention de développer un message SANDRE plan d’épandage à partir du fichier Excel), demande de saisie d’information sur le nucléus des données fournies par les producteurs et les équipes d’aménagement.</td>
<td>Saisie dans la base de données transitoire des quantités épandues par agriculteur et des effluents épandus par commune. Saisie dans la base de données transitoire des quantités épandues par agriculteur et des effluents épandus par commune.</td>
</tr>
<tr>
<td>4. FOURNITURE DE DONNÉES</td>
<td>Le SATEGE de la Somme met à disposition des bureaux d’études réalisent des études préalables aux plans d’épandage. Les données prévues à l’article 3.4 de la convention cadre n° 17148. Il peut, le cas échéant, émettre une rémunération couvrant les frais d’impression des documents. Il répond dans la mesure du possible aux autres demandes d’information.</td>
<td>Le SATEGE met en place le plan d’épandage et les données nécessaires pour la réalisation des études préalables aux plans d’épandage. Les données sont fournis aux institutions (établissements publics, services de l’État, services de l’agriculture, etc.) qui ont la charge de l’exécution du plan d’épandage.</td>
<td>Répond aux demandes de tout bureau d’études municipal par une collectivité locale ou un industriel ou un éleveur pour réaliser une étude préalable au plan d’épandage.</td>
</tr>
<tr>
<td>5. AVIS - ÉVALUATIONS DE Filière</td>
<td>Le SATEGE de la Somme donne son avis sur les plans d’épandage et sur les filières d’épandage, ainsi que ceux sont prévus à l’article 3.5 de la convention cadre n° 17148, selon le calendrier suivant : - En ce qui concerne les études préalables au plan d’épandage et les plans d’épandage, ces avis sont systématiques (à condition que le SATEGE de la Somme ait été sollicité) - En ce qui concerne les evaluations de filière d’épandage, elles sont réalisées chaque année par le Comité de Pilotage.</td>
<td>Le SATEGE réalise les évaluations de filières suivant les modalités (nombre d’évaluations, choix des filières à évaluer…) définies par le Comité de Pilotage. Pour 2013, ces modalités seront définies de manière modulaire, en fonction du temps qui devra être consacré par le SATEGE sur l’OUI/SYCOLOG.</td>
<td>Avis pour tout travail préalable au plan d’épandage réalisé dans le département, à condition que le SATEGE ait été sollicité.</td>
</tr>
<tr>
<td>THÈME DE LA MISSION</td>
<td>DESCRIPTION DE LA MISSION ET MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE</td>
<td>ACTIONS SPÉCIFIQUES MÊNÉES EN 2013</td>
<td>OBJECTIFS</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------------</td>
<td>--------------------------------------------------</td>
<td>-----------------------------------</td>
<td>-----------</td>
</tr>
<tr>
<td>6. ANALYSES</td>
<td>Le SATEGE de la Somme réalise des analyses complémentaires d'effluents et de sols suivant les modalités définies à l'article 3.6 de la convention cadre n° 17148. Le SATEGE dispose d'une enveloppe d'environ 100 analyses de valeur agronomique et éléments traces métalliques, d'une trentaine d'analyses de composés traces organiques ainsi que 2 ou 3 analyses de chimie ou d'ISO. Il réalise également une campagne d'analyses sur les produits organiques importés des pays voisins afin d'acquérir des connaissances sur leur composition. Les modalités seront étudiées lors d'une réunion préalable avec les administrations concernées et l'Agence. Le SATEGE coordonnera également les analyses d'effluents d'élevage transitant par le SATEGE et menera une campagne d'analyses d'effluents d'élevage dans le cadre d'une OPRE (Opération de Prise de Conscience de la Qualité de l'Eau) du département de la Somme.</td>
<td>Les modalités d'analyses d'effluents urbains, agricoles, industriels et des composts ainsi que la répartition de ces analyses seront décidées dans le cadre du Comité de Pilotage.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>7. HARMONISATION DES MÉTHODES</td>
<td>Ainsi que cela est prévu à l'article 3.7 de la convention cadre n° 17148, le SATEGE de la Somme propose l'harmonisation des méthodes relatives aux études et aux analyses.</td>
<td>Réalisation (en collaboration avec le SATEGE Nord - Pas-de-Calais, le MURAO, l'Agence et le DREAL) d'une réunion d'échanges avec les bureaux d'études travaillant à la réalisation de plans d'épandage ou à leur suivi.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>8. ACQUISITION DE RÉFÉRENCES</td>
<td>Ainsi que cela est prévu à l'article 3.8 de la convention cadre n° 17148, le SATEGE de la Somme acquit des références grâce à la centralisation d'informations relatives aux épandages et grâce à sa réalisation et au suivi d'applications. En ce qui concerne la centralisation d'informations, le SATEGE de la Somme exploite les données saisies dans SYCLOPE. Il est à noter notamment des listes de producteurs d'effluents urbains, industriels et agroécologiques du SATEGE de la Somme et qui épuisent leurs effluents.</td>
<td>Le SATEGE se fait informé de l'état d'avancement et des résultats des expérimentations menées sur le sujet des épandages dans son département.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>9. SCHEMA DES ÉPANDAGES</td>
<td>Le SATEGE de la Somme participe à la demande de la Coopération Permanente des épandages, à la réalisation et à la mise à jour d'un schéma des épandages réalisé par département ou à l'échelle du bassin.</td>
<td>Réalisation, rédaction et édition des documents d'invention, préparation du dossier de sécurité et réalisation des travaux de dépollution des sites réactifs.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>10. SECRÉTAIRE DU COMITÉ DE PILOTAGE</td>
<td>Le SATEGE de la Somme assure le secrétariat du Comité de Pilotage.</td>
<td>Réalisation, rédaction et édition des travaux de dépollution des sites réactifs.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11. ASSISTANCE EN CAS DE CONFLIT ENTRE PRODUCEUR ET UTILISATEUR</td>
<td>Le SATEGE de la Somme rédigé un rapport en cas de conflit entre producteur et utilisateur suivant les modalités définies à l'article 3.11 de la convention cadre n° 17148.</td>
<td>Il participera aux groupes de travail relatifs aux zones vulnérables afin de faire valoir son avis technique.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>12. ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE DES PARTENAIRES DE LA FILIERE</td>
<td>En tant que pôle d'expérimentation, le SATEGE de la Somme sensibilise, conseille ponctuellement et informe les partenaires de la filière (collectivités locales, industriels, agriculteurs, sociétés ferrières, prestataires...) afin qu'ils puissent pêcher dans les régles de l'art aux effets d'épandages d'effluents. Il peut, notamment, être amené à intervenir dans les domaines suivants : - sensibilisation à l'application des nouvelles réglementations ; - participation aux réunions entre agriculteurs et producteurs d'effluents ; - participation au groupe de travail des OGTM... Dans ce cadre, il participera également au groupe technique inter-organismes indépendants ainsi qu'aux groupes se réunissant à l'échelle du bassin qui travaillent notamment sur les points suivants : - guide méthodologique ; - décret de la chance et central-type ; - interprétation de la réglementation. Il suit les épandages de compost non soumis à plan d'épandage (connaissance des produits, des secteurs où les composts sont susceptibles d'être épandus, guide méthodologique afin de réaliser un compost de qualité...). Enfin, dans les opérations de Resoquinette de la Qualité de l'Eau engagées par des collectivités locales, le SATEGE de la Somme peut être sollicité pour apporter son expertise en matière de gestion des effluents organiques. Dans ce cas, il pourra apporter son apport à la mise en place d'égale, à la réalisation de campagnes d'analyses, de documents techniques ou de formation. Les modalités d'intervention du SATEGE de la Somme seront définies au cas par cas avec les collectivités responsables de la qualité de l'eau distribuées. L'Agence et la Chambre d'Agriculture de la Somme. Les frais analytiques spécifiques à ces interventions sont intégrés à la rubrique « analyses ».</td>
<td>Il participera aux groupes de travail relatifs aux zones vulnérables afin de faire valoir son avis technique. Le SATEGE passera un contrat avec des coopératives et négocie le recouvrement des produits organiques importés.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N°84350 PRISE AU PROFIT DE NORÉADE.

VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application :

- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 11-A-042 du Conseil d'Administration du 14 octobre 2011 relative à la gestion des eaux de temps de pluie par les collectivités territoriales en milieu urbainisé,

Considérant que :

- par convention n° 84350, notifiée le 11 mars 2011, l'Agence a apporté à Noréade une participation financière de 825 813,00 € sous forme de subvention (S15%) et sous forme d'avance convertible en subvention (AC 30 %) pour un montant d'investissement financiable de 1 835 140,00 € HT relatif à la construction d'un bassin de pollution à Caudry,
- ladite convention a fait l'objet d'un versement d'acompte (20% de la participation financière),
- par courrier en date du 04 novembre 2013, Noréade nous a informés que le projet a fait l'objet d'ultimes ajustements au cours de la mise au point du marché, notamment suite au souhait de la ville de Caudry de réutiliser une partie du site pour y implanter des ruches, ce qui a contribué à décaler le démarrage des travaux. Par conséquent Noréade nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 84350 est prolongée de 2 ans, soit jusqu'au 11 mars 2016, reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
AGENCE DE L’EAU
ARTOIS-PICARDIE

DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 389
DU \n\nTITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 84396 PRISE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE D’AGGLOMERATION DE L’ARTOIS.
VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application :

- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d’Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- de la délibération n° 11-A-041 du Conseil d’Administration du 14 octobre 2011 relative aux ouvrages d’épuration des collectivités territoriales,

Considérant que :

- par convention n° 84396, notifiée le 08 mars 2011, l’Agence a apporté à la Communauté d’Agglomération de l’Artois une participation financière de 40 500,00 € sous forme de subvention (S25%) pour un montant d’investissement finançable de 162 000,00 € HT relatif à la création d’un bassin de stockage des eaux usées de temps de pluie sur la station de Richebourg.
- ladite convention n’a pas fait l’objet de versement d’acompte,
- par courrier en date du 25 octobre 2013, la Communauté d’Agglomération de l’Artois nous a informé que les travaux ne s’achèveront qu’après démolition de l’ancienne unité technique et qu’elle était dans le cadre de cette déconstruction, obligée d’effectuer un diagnostic amiante complet avant de lancer la consultation pour retenir l’entreprise du lot démolition. Par conséquent la Communauté d’Agglomération de l’Artois nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 84396 est prolongée de 1 an, soit jusqu’au 8 mars 2015, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’Ouvrage.

\n
Olivier THÉBAULT
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 83916 PRISE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ARTOIS. VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2008-1772 du 30 décembre 2008 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application :

- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 11-A-041 du Conseil d'Administration du 14 octobre 2011 relative aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales,

Considérant que :

- par convention n° 83916, notifiée le 08 mars 2011, l'Agence a apporté à la Communauté d'Agglomération de l'Artois une participation financière de 1 229 874,00 € sous forme d'avance (A 40%), de subvention (S25%) et de subvention urbain/rural (S/UR 20%) pour un montant d'investissement financable de 1 696 800,00 € HT relatif à la reconstruction de la station d'épuration de Richebourg,
- ladite convention a fait l'objet d'un versement d'acompte (20% de la participation financière).
- par courrier en date du 25 octobre 2013, la Communauté d'Agglomération de l'Artois nous a informés que les travaux ne s'achèveront qu'après démolition de l'ancienne unité technique et qu'elle était dans le cadre de cette déconstruction, obligée d'effectuer un diagnostic amiante complet avant de lancer la consultation pour retenir l'entreprise du lot démolition. Par conséquent la Communauté d'Agglomération de l'Artois nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 83916 est prolongée de 1 an, soit jusqu'au 8 mars 2015, reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

[Signature]

Olivier THIRVAULT

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

14709 Page n° 1/1
TITRE : PROLONGATION DE LA DURÉE DE LA CONVENTION N° 84332 PRISE AU PROFIT DE LA VILLE DE LIEVIN.

VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application :

- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d’Administration du 27 septembre 2012 fixant lesmodalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- de la délibération n° 11-A-042 du Conseil d’Administration du 14 octobre 2011 relative à la gestion des eaux de temps de pluie par les collectivités territoriales en milieu urbanisé,

Considérant que :

- par convention n° 84332, notifiée le 08 mars 2011, l’Agence a apporté à la Ville de LIEVIN une participation financière de 43 250,00 € sous forme de subvention (S25%) pour un montant d’investissement financable de 173 000,00 € HT relatif aux travaux de gestion des eaux de pluie urbaine à LIEVIN.
- ladite convention n’a pas fait l’objet de versement d’acompte,
- par courrier en date du 05 novembre 2013, la Ville de LIEVIN nous a informés qu’au regard de l’état d’avancement de la commercialisation des terrains sur ce secteur, la phase de réalisation des travaux comprenant les eaux pluviales avait été décalée dans le but d’éviter d’éventuelles dégradations liées aux différents chantiers des futures constructions de logements et d’éventuels stockages sur l’espace public. Par conséquent la Ville de LIEVIN nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 84332 est prolongée de 2 ans, soit jusqu’au 8 mars 2016, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’Ouvrage.

[Signature]

Olivier THIBAULT

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE
TITRE : TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - COMMUNAUTÉ URBANA D'ARRAS - DOSSIER N° 81672
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,
- Vu la demande présentée par la Communauté Urbaine d'Arras en date du 19 septembre 2013,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 09-A-026 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d'assainissement des Collectivités Territoriales,
- de la délibération n° 10-I-030 de la Commission Permanente des Interventions en date du 4 juin 2010 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :
Suite à la réception des certificats de bon raccordement envoyés par la collectivité qui attestent l'atteinte de l'objectif de la convention, l'Agence décide de transformer en subvention l'avance versée au maître d'ouvrage d'un montant de 140 457,90 € pour l'opération reprise en annexe à la présente décision.

Article 2 :
La présente décision est immédiatement applicable.

[Signature]
Olivier THIBAULT

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 13-2-283 DU 1er / 2013

TITRE : TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - COMMUNAUTE URBAINES D'ARRAS - DOSSIER N° 81687
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,
- Vu la demande présentée par la Communauté Urbaine d'Arras en date du 19 septembre 2013,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 09-A-026 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d'assainissement des Collectivités Territoriales,
- de la décision n° 10-D-152 du Directeur Général de l'Agence en date du 16 avril 2010 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :
Suite à la réception des certificats de bon raccordement envoyés par la collectivité qui attestent l'atteinte de l'objectif de la convention, l'Agence décide de transformer en subvention l'avance versée au maître d'ouvrage d'un montant de 6 840,00 € pour l'opération reprise en annexe à la présente décision.

Article 2 :
La présente décision est immédiatement applicable.

[Signature]

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
DECCION DU DIRECTEUR GENERAL N° 3314 DU M/72/2013

TITRE : TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS - DOSSIER N° 81673
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,
- Vu la demande présentée par la Communauté Urbaine d'Arras en date du 12 novembre 2013.

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 09-A-025 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d'assainissement des Collectivités Territoriales,
- de la délibération n° 10-I-030 de la Commission Permanente des Interventions en date du 4 juin 2010 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

Suite à la réception des certificats de bon raccordement envoyés par la collectivité qui attestent l'atteinte de l'objectif de la convention, l'Agence décide de transformer en subvention l'avance versée au maître d'ouvrage d'un montant de 13 680,00 € pour l'opération reprise en annexe à la présente décision.

Article 2 :

La présente décision est immédiatement applicable.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° \( \text{AD J 3325} \) DU \( \text{MN/12/2013} \)

**TITRE :** TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS - DOSSIER N° 85045

**VALANT ACTE D'ATTRIBUTION**

**VISA :**
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,
- Vu la demande présentée par la Communauté Urbaine d'Arras en date du 15 novembre 2013.

**En application :**
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 09-A-025 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d'assainissement des Collectivités Territoriales,
- de la décision n° 11-D-058 du Directeur Général de l'Agence en date du 31 janvier 2011 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

**Article 1 :**
Suite à la réception des certificats de bon raccordement envoyés par la collectivité qui attestent l'atteinte de l'objectif de la convention, l'Agence décide de transformer en subvention l'avance versée au maître d'ouvrage d'un montant de 8 550,00 € pour l'opération reprise en annexe à la présente décision.

**Article 2 :**
La présente décision est immédiatement applicable.


\[ \text{LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE} \]

Olivier THIBAULT
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 334 DU 20/03/2013

TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 63875 PRISE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION DE HENIN-CARVIN. VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-881 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application :

- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 09-A-026 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales,
- de la délibération du Conseil d'Administration n° 07-A-123 du 07/12/2013 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Considérant que :

- par convention n° 63875, notifiée le 06 février 2008, l'Agence a apporté à la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin une participation financière 140 650,00 € sous forme de subvention (S50%), pour un montant d'investissement financable de 281 300,00 € HT relatif à la réalisation d'une étude d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la déconnexion des eaux claires parasites sur le bassin de collecte Carvin-Libercourt,
- ladite convention a fait l'objet de versements d'acompte (50%) de la participation financière,
- ladite convention a fait l'objet d'un avenant de prolongation de durée de 3 ans,
- par courrier en date du 19 novembre 2013, la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin nous a informés qu'elle était toujours dans l'attente d'acquisitions foncières entrainant un retard sur les plannings. Par conséquent la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 63875 est prolongée de 1 an, soit jusqu'au 06 février 2015, reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

[Signature]

Olivier THIBAULT
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°  

TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 67507 PRISE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE D’AGGLOMERATION D’HENIN-CARVIN. VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2005-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-881 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application :

- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d’Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- de la délibération n° 11-A-041 du Conseil d’Administration du 14 octobre 2011 relative aux ouvrages d’épuration des collectivités territoriales,
- de la délibération de la Commission Permanente des Interventions n° 08-I-007 du 21/11/2008 relative à l’opération faisant l’objet de la présente décision.

Considérant que :

- par convention n° 67507, notifiée le 19 février 2009, l’Agence a apporté à la Communauté d’Agglomération d’Hénin-Carvin une participation financière 10 108 413,00 € sous forme de subvention (25%), d’avance (40%) et de subvention urbain/rural (20%) pour un montant d’investissement finançable de 15 377 288,00 € HT relatif à la reconstruction de la station d’épuration à Hénin-Beaumont,
- ladite convention a fait l’objet de versements d’acompte (90%),
- ladite convention a fait l’objet d’un avenant de prolongation de durée de 2 ans.
- par courrier en date du 19 novembre 2013, la Communauté d’Agglomération d’Hénin-Carvin nous a informé que les essais de performances préalables à la réception n’ont pu être réalisés à ce jour. Par conséquent la Communauté d’Agglomération d’Hénin-Carvin nous a sollicitées pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 67507 est prolongée de 1 an, soit jusqu’au 19 février 2015, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’ouvrage.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 85980 PRISE AU PROFIT DE LMCU.

VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,

En application :

- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 11-A-042 du Conseil d'Administration du 14 octobre 2011 relative à la gestion des eaux de temps de pluie par les collectivités territoriales en milieu urbanisé,
- de la délibération de la Commission Permanente des Interventions n° 11-I-040 du 23 septembre 2011 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Considérant que :

- par convention n° 85980, notifiée le 23 février 2012, l'Agence a apporté à la Communauté Urbaine de Lille une participation financière de 907 200,00 € sous forme de subvention (S15%), et d'avance (A30%) pour un montant d'investissement financable de 2 016 000,00 € HT relatif à la construction du bassin de pollution des voyettes à LESQUIN,
- ladite convention n'a fait l'objet d'aucun versement d'acompte,
- par courrier en date du 15 novembre 2013, la Communauté Urbaine de Lille nous a informés que suite au premier appel d'offres infructueux, le démarrage des travaux était programmé en juillet 2014. Par conséquent, la Communauté Urbaine de Lille nous a sollicité pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 85980 est prolongée de 2 ans, soit jusqu'au 23 février 2017, reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 83929 PRISE AU PROFIT DE LMCU.

VALANT AVENANT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promuquée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 11-A-041 du Conseil d'Administration du 14 octobre 2011 relative aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales,
- de la délibération de la Commission Permanente des Interventions n° 10-I-051 du 05 novembre 2010 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Considérant que :
- par convention n° 83929, notifiée le 08 mars 2011, l'Agence a apporté à la Communauté Urbaine de Lille une participation financière de 3 270 949,00 € sous forme de subvention (S25%), d'avance (A40%) et de subvention solidarité urbain/rural (S/UR 20%), pour un montant d'investissement finançable de 4 358 361,00 € HT relatif aux travaux d'amélioration de la station d'épuration de Salomé,
- ladite convention a fait l'objet de versements d'acompte (90% de la participation financière),
- par courrier en date du 04 novembre 2013, la Communauté Urbaine de Lille nous a sollicités pour une prolongation de délai afin de pouvoir regrouper la totalité des justificatifs exigés pour la demande de solde, en particulier les différents rapports d'essais et tests effectués sur les nouvelles installations.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :
La convention n° 83929 est prolongée de 1 an, soit jusqu'au 08 mars 2015, reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.
Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 83761 PRISE AU PROFIT DE LMCU.

VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application :

- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d’Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- de la délibération n° 09-A-026 du Conseil d’Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d’assainissement des collectivités territoriales,
- de la délibération de la Commission Permanente des Interventions n° 10-I-053 du 05/11/2010 relative à l’opération faisant l’objet de la présente décision.

Considérant que :

- par convention n° 83761, notifiée le 21 février 2011, l’Agence a apporté à la Communauté Urbaine de Lille une participation financière de 750 000,00 € sous forme de subvention (S20%) et d’avance (A30%) pour un montant d’investissement financable de 1 500 000,00 € HT relatif à la création d’un collecteur pour la reprise des eaux claires parasites - phase 2, tronçon avenue Willy Brandt et Boulevard Carnot à Lille,
- ladite convention à fait l’objet d’un versement d’acompte (20% de la participation financière),
- par courrier en date du 24 octobre 2013, la Communauté Urbaine de Lille nous a informés que les travaux avaient été ajournés pendant 7 mois pour garantir la sécurité lors des manifestations de Lille 3000 et que la date de fin des travaux avait ainsi été reporté au 28 février 2014. Par conséquent, afin de tenir compte, des éventuels aléas techniques liés à l’impossibilité de travailler dans le collecteur en cas d’événements pluvieux supérieurs à 5,5 mm et des délais de réalisation des contrôles de réception des travaux, des délais d’établissement des éléments financiers relatifs au solde de la convention, la Communauté Urbaine de Lille nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 83761 est prolongée de 2 ans, soit jusqu’au 21 février 2016, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’Ouvrage.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 84359 PRISE AU PROFIT DE LA VILLE DE POIX DE PICARDIE.
VALANT AVENANT

VISA :
- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d’Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- de la délibération n° 11-A-041 du Conseil d’Administration du 14 octobre 2011 relative aux ouvrages d’épuration des collectivités territoriales,

Considérant que :
- par convention n° 84359, notifiée le 07 février 2011, l’Agence a apporté à la Ville de Poix de Picardie une participation financière 1 398 832,00 € sous forme de subvention (S25%), d’avance (A35%) et de subvention urbain rural (S/UR 20%), pour un montant d’investissement financement de 1 748 540,00 € HT relatif à la construction de la station d’épuration de Poix de Picardie,
- ladite convention a fait l’objet de versements d’acompte (80 %),
- par courrier en date du 12 novembre 2013, la Ville de Poix de Picardie nous a informés que les travaux étaient terminés mais que les essais de garantie étaient seulement en cours de réalisation. Par conséquent la Ville de Poix de Picardie nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :
La convention n° 84359 est prolongée de 1 an, soit jusqu’au 7 février 2015, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.
Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’Ouvrage.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

[Signature]

Olivier TRIBAULT
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N°84357 PRISE AU PROFIT DE LA VILLE DE POIX DE PICARDIE.

VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application :

- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 11-A-041 du Conseil d'Administration du 14 octobre 2011 relative aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales,

Considérant que :

- par convention n° 84357, notifiée le 07 février 2011, l’Agence a apporté à la Ville de Poix de Picardie une participation financière 487 025,00 € sous forme de subvention (S15%), d’avance (A30%) et de subvention urbain rural (S/UR 20%), pour un montant d’investissement finançable de 749 270,00 € HT relatif à la construction du bassin de pollution de Poix de Picardie,
- ladite convention a fait l'objet de versements d'acompte (80%),
- par courrier en date du 12 novembre 2013, la Ville de Poix de Picardie nous a informés que les travaux étaient terminés mais que les essais de garantie étaient seulement en cours de réalisation. Par conséquent la Ville de Poix de Picardie nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 84357 est prolongée de 1 an, soit jusqu’au 7 février 2015, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’Ouvrage.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
**TITRE :** ENTRETIEN RESTAURATION DES COURS D'EAU

**VISA :**
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-041 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu les demandes présentées par les Maîtres d’ouvrage,

Considérant que :

- l'Agence a reçu 2 demandes de participations financières relatives à l'entretien et la restauration des cours d'eau de la part du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D’AMENAGEMENT DU CANAL D’ASSECHEMENT et du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D’ASSAINISSEMENT DE LA BEOCUE DE NEUVILLE ET SES AFFLIENTS ;
- ces dossiers ont fait l'objet d'une étude particulière du service technique qui apporte un avis favorable à un financement de l'Agence.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

**Article 1 :**

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>2 dossiers d'interventions</th>
<th>9 320,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td>9 320,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Article 2 :**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X240.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE**

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>No. dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
</tr>
<tr>
<td>199003.00</td>
<td>SI AMENAG ENTRETIEN CANAL ASSECHEMENT</td>
<td>Instruction réglementaire préalable à la mise en œuvre du programme de travaux sur le Canal d'Asséchement, la Serance et fossés annexes.</td>
<td>Bassin versant du Canal d'Asséchement, Serance et fossés annexes</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>19940.00</td>
<td>SIA DE LA BECQUE DE NEUVILLE ET SES AFFLUENTS</td>
<td>Réalisation de travaux de renaturation de la Becque des Bass Quartiens à Neuville en Ferrain.</td>
<td>Neuville en Ferrain</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td>56 170,50</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
TITRE : POLLUTIONS DIFFUSES

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 9ème Programme d'Intervention 2007-2012 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 06-A-114 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 en portant approbation,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d'Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 11-A-007 du Conseil d'Administration du 25 mars 2011 relative aux pollutions diffuses,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Considérant que les Maîtres d'Ouvrage n'ont pas répondu aux mises en demeure de l'Agence,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence annule la participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant du dégagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>4 dossiers d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>-66 917,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td></td>
<td>-66 917,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des dégagements est imputé sur la ligne de Programme 9182.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
### ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 

**DU** 27/12/2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>16698.01</td>
<td>MADAME VERDIERE CORINNE</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER SUITE ABANDON MAÎTRE D'OUVRAJE</td>
<td>HT -10 990 0 -10 990</td>
<td>SF F -10 990</td>
</tr>
<tr>
<td>16707.01</td>
<td>EARL DE FROMESSENT</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER SUITE ABANDON MAÎTRE D'OUVRAJE</td>
<td>HT -14 400 0 -14 400</td>
<td>SFdm F -2 250</td>
</tr>
<tr>
<td>16722.01</td>
<td>EARL COUSTRE</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER SUITE ABANDON MAÎTRE D'OUVRAJE</td>
<td>HT -19 200 0 -19 200</td>
<td>SF F -16 200</td>
</tr>
<tr>
<td>16723.01</td>
<td>EARL GEAUX</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER SUITE ABANDON MAÎTRE D'OUVRAJE</td>
<td>HT -22 327,65 0 -22 327,65</td>
<td>SFdm F -4 485</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

-66 917,65 0 -66 917,65 -66 917,00

---

*SF : SUBVENTION FORFAITAIRE  
SFDM : SUBVENTION FORFAITAIRE DE MINIMIS*
TITRE : POLLUTIONS DIFFUSES

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-038 du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>34 dossiers d'interventions</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X182.
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TT/C</td>
</tr>
<tr>
<td>19450.00</td>
<td>EURL DU BOIS VANDAELLE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>MONTDIGIERS</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19451.00</td>
<td>GAEC ROUVILLAIN</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>SENLIS LE SEC</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19452.00</td>
<td>EURL DE LA MORLIERE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>WELLES PERENNES</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19453.00</td>
<td>MONSIEUR DELETOILE ALAIN</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>LEPIE</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19454.00</td>
<td>GAEC DES ROSES</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>SOLESMES</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19455.00</td>
<td>EARL BETHOUART</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>AIRON SAINT VAAST</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19456.00</td>
<td>GAEC BUYSE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>LE FREPOSTY VAUX</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>----------------------------------</td>
<td>--------------------------------------</td>
<td>--------------</td>
<td>--------</td>
</tr>
<tr>
<td>19457.00</td>
<td>EARL DE FOREST</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>HAUTMONT</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19468.00</td>
<td>SCEA DES ROUSSIES</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>ELNES</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19469.00</td>
<td>MADAME SEVERINE LECRIVENT</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>GOMMECOURT</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19460.00</td>
<td>EARL SEGAERT</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>BAZUEL</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19462.00</td>
<td>SCEA BOREALE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>DURY</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19463.00</td>
<td>EARL GELLEZ</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>VITRY EN ARTOIS</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19464.00</td>
<td>GAEC DENEUX</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>MEINEUX</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TC</td>
</tr>
<tr>
<td>--------------</td>
<td>-------------------------</td>
<td>-----------------------------------</td>
<td>--------------------</td>
<td>-------</td>
</tr>
<tr>
<td>19445.00</td>
<td>SCEA LA VALLEE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>AIRON SAINT VAAST</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19446.00</td>
<td>EARL MARC LESNE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>SOLESMES</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19441.00</td>
<td>GAEC LES TILLEULS</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>SAINS EN AMIENOIS</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19432.00</td>
<td>EARL LES DERVILLERS</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>NEUVIREUIL</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19494.00</td>
<td>EARL GOUSSEN</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>GRIVILLERS</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19495.00</td>
<td>SCEA BOISSEAU ET FILS</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>ASSAINVILLERS</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19496.00</td>
<td>MONSIEUR CAROUX JEAN-</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>NAMPONT</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>FRANCOIS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Object</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TT</td>
</tr>
<tr>
<td>--------------</td>
<td>--------------------------------</td>
<td>----------</td>
<td>--------------------</td>
<td>-------</td>
</tr>
<tr>
<td>1967.00</td>
<td>EARL DAMAY DELORME</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>HANGEST EN SANTERRE</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1968.00</td>
<td>MONSIEUR MOENECLAËY JEAN-PIERRE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>REXPOEDE</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1969.00</td>
<td>MONSIEUR BETTENS FRANCOIS</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>CERFONTAINE</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1950.00</td>
<td>MONSIEUR SEGАERT GUILLAUME</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>BAZUEL</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19501.00</td>
<td>EARL DACHEUX</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>LE FRESTOY VAUX</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19502.00</td>
<td>SCEA MOYENS JEAN-MARC</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>BOSQUEL</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19503.00</td>
<td>EARL DE LA FERME SAINT NICOLAS</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>BEAUMÉRIE SAINT MARTIN</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
## ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 19/02/2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19514.00</td>
<td>SCEA DE DANGERMEL</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>HT 35 000</td>
<td>SF 27 500</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>MTPE 35 000</td>
<td>SF 7 500</td>
</tr>
<tr>
<td>19515.00</td>
<td>EARL DELOFFRE PHILIPPE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>HT 26 783</td>
<td>SFdm 3 493</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>MTPE 26 783</td>
<td>SF 23 290</td>
</tr>
<tr>
<td>19516.00</td>
<td>MADAME WACHEUX EDITH</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>HT 42 842</td>
<td>SF 37 654</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>MTPE 42 842</td>
<td>SFdm 5 188</td>
</tr>
<tr>
<td>19519.00</td>
<td>VAN DEN BOSSCHE ARNAUD</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>HT 35 994</td>
<td>SFdm 7 713</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>MTPE 35 994</td>
<td>SF 28 281</td>
</tr>
<tr>
<td>19520.00</td>
<td>VAN DEN BOSSCHE NATHALIE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>HT 19 242</td>
<td>SF 15 119</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>MTPE 19 242</td>
<td>SFdm 4 123</td>
</tr>
<tr>
<td>19524.00</td>
<td>GAEC DES SOURCES</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013</td>
<td>HT 45 214</td>
<td>SF 42 090</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>MTPE 45 214</td>
<td>SFdm 3 124</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td></td>
<td>1 330 410,00</td>
<td>1 329 351,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* SFdm : Subvention forfaitaire de minima
  * SF : Subvention forfaitaire
TITRE : GESTION DES CRUES

Dossier n°8478801 : SYNDICAT MIXTE D’AMENAGEMENT DU BASSIN DE L’ERCLIN

VISA :
- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d’Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- Vu la délibération n° 10-A-027 du Conseil d’Administration du 15 octobre 2010 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la demande présentée par le Maître d’ouvrage,
- Vu la décision n°10-D-452 du Directeur Général du 6 décembre 2010, relative à l’opération faisant l’objet de la convention n°84788.

Considérant que :

- par convention n°84788, l’Agence de l’Eau a décidé d’apporter une participation financière (S 40%, soit 9 176 €) au SYNDICAT MIXTE D’AMENAGEMENT DU BASSIN DE L’ERCLIN, pour une mission de maîtrise d’œuvre en vue de travaux de création d’une zone d’expansion de crues sur la commune de Maurois, pour un montant prévisionnel financement de 22 940 € HT ;
- par courrier parvenu à l’Agence le 25 novembre 2013, le Maître d’ouvrage nous informe de difficultés rencontrées pour mener à bien l’opération dans les délais impartis, essentiellement dues aux procédures réglementaires préalables à la réalisation du projet, et nous sollicite pour un report de délai ;
- le service technique apporte un avis favorable pour une prorogation du délai d’exécution de l’opération de 2 ans.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article 1 :

La date d’achèvement de l’opération est reportée de 2 années, fixant ainsi le délai d’exécution de l’opération à 5 ans à compter de la date d’entrée en vigueur de la convention n°84788, soit le 25 janvier 2016.

Article 2 :

Les autres articles de la convention n°84788 restent inchangés.

La présente décision, notifiée au Maître d’ouvrage, est immédiatement applicable.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°  

AGENCE DE L'EAU  
ARTOIS-PICARDIE

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
</tr>
<tr>
<td>84788.01</td>
<td>SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE L'ERCLIN</td>
<td>Mission de maîtrise d'œuvre en vue de travaux de création d'une zone d'expansion de crues sur la commune de Maurois, d'une capacité de stockage de 6 000 m3.</td>
<td>Bassin versant de l’Erclin.</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>


TITRE : ELABORATION ET SUIVI DES SAGE

SYND MIXT PARC NATUREL REG SCARPE ESCAUT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-014 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à l'animation territoriale,
- Vu la demande présentée par le maître d'ouvrage,

Considérant que :

- Par courrier en date du 18 octobre 2013, l'Agence de l'Eau a reçu une demande de participation financière relative à la poursuite de l'expérimentation d'un programme de formation, de communication et de sensibilisation aux alternatives aux phyto-sanitaires non agricoles et aux espèces invasives.
- Le service technique a pris connaissance du dossier et apporte un avis favorable à cette demande.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>17 500,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td></td>
<td>17 500,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X290.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10532.00</td>
<td>SYND MIXT PARC NATUREL REG SCARPE ECAUT</td>
<td>Poursuite de l'expérimentation d'un programme de formation, de communication et de sensibilisation aux alternatives aux phytosanitaires non agricoles et aux espèces invasives</td>
<td>TTc 35 000</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Bassin versant de la Scarpe Aval</td>
<td>35 000</td>
<td>S</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>35 000</td>
<td>45</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>35 000</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>35 000,00</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
TITRE : ELABORATION ET SUIVI DES SAGE

INST INTERDEP. AMENAGEMENT VAL SENSEE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-014 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à l'animation territoriale,
- Vu la demande présentée par le maître d'ouvrage,

Considérant que :

- Par courrier en date du 24 octobre 2013, l'Agence de l'Eau a reçu une demande de participation financière relative à des travaux d'évolution de la fonctionnalité du site Internet dédié au SAGE de la Sensée.

- Le service technique a pris connaissance du dossier et apporte un avis favorable à cette demande.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

**Article 1** :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| 1 dossier d'interventions | Montant cumulé sous forme de subvention | 1 686,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention | Montant cumulé sous forme d'avance remboursable |
| Montant total | 1 686,00 € |

**Article 2** :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X290.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
### ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° A8 D.408 DU 18/12/2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1933.00</td>
<td>INST INTERDEP. AMENAGEMENT VAL SENSEE</td>
<td>Travaux d'évolution de la fonctionnalité du site internet dédié au SAGE de la Sensée</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Bassin versant de la Sensée</td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
TITRE : TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - COMMUNAUTE DE COMMUNES OPALE SUD - DOSSIER N° 86268
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu la demande présentée par la Communauté de Communes Opale Sud en date du 27 septembre 2013,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 09-A-025 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d'assainissement des Collectivités Territoriales,
- de la délibération n° 11-I-041 de la Commission Permanente des Interventions en date du 23 septembre 2011 relative à l’opération faisant l’objet de la présente décision.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :
Suite à la réception des certificats de bon raccordement envoyés par la collectivité qui attestent l'atteinte de l'objectif de la convention, l'Agence décide de transformer en subvention l'avance versée au maître d'ouvrage d'un montant de 135 150,00 € pour l'opération reprise en annexe à la présente décision.

Article 2 :
La présente décision est immédiatement applicable.

Le Directeur Général de l'Agence

Olivier THIBAULT
TITRE : ASSISTANCE TECHNIQUE GESTION RESSOURCE EAU POTABLE

DEPARTEMENT DE L' OISE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-010 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à l'assistance technique départementale - collectivités territoriales,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| 1 dossier d'interventions                          | Montant cumulé sous forme de subvention | 6 725,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention | | |
| Montant cumulé sous forme d'avance remboursable | | |

Montant total 6 725,00 €

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X253.

N\ LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10493.00</td>
<td>DEPARTEMENT DE L'OISE</td>
<td>ASSISTANCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DOMAINE EAU POTABLE-DEPARTEMENT DE L'OISE</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>HT</td>
<td>33 625</td>
<td>33 625</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td>33 625,00</td>
<td>33 625,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* : Subvention
TITRE : TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'AVRE - DOSSIER N° 81327
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le X°ème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,
- Vu la demande présentée par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Avre en date du 19 novembre 2013,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 09-A-026 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d'assainissement des Collectivités Territoriales,
- des délibérations n° 10-I-006 et n° 10-I-053 de la Commission Permanente des Interventions en date des 9 mars 2010 et 5 novembre 2010 relatives à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :
Suite à la réception des certificats de bon raccordement envoyés par la collectivité qui attestent l'atteinte de l'objectif de la conventions, l'Agence décide de transformer en subvention l'avance versée au maître d'ouvrage d'un montant de 109 311,76 € pour l'opération reprise en annexe à la présente décision.

Article 2 :
La présente décision est immédiatement applicable.
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 18/12/2015

TITRE : CURAGE SEDIMENTS TOXIQUES

Dossier n°8453701 : COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 9ème Programme d'Intervention 2007-2012 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 06-A-114 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 en portant approbation,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d'Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 10-A-027 du Conseil d'Administration du 15 octobre 2010 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la demande présentée par le Maître d'ouvrage,
- Vu la délibération n°10-L-065 de la Commission Permanente des Interventions du 5 novembre 2010, relative à l'opération faisant l'objet de la convention n°84537.

Considérant que :
- par convention n°84537, l’Agence de l’Eau a décidé d’apporter une participation financière (S 50%, soit 100 000 €) à LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE, pour la réalisation d’une étude relative aux sédiments de dragage liée au programme du Plan Bleu métropolitain, pour un montant prévisionnel financé de 200 000 € HT ;
- ladite convention a fait l’objet d’un versement d’acompte de 50 000 € le 18 décembre 2012 ;
- par courrier parvenu à l’Agence le 26 novembre 2013, le Maître d’ouvrage nous informe de difficultés rencontrées pour finaliser la phase 3 de l’étude en raison de l’absence de validation politique due aux échéances électorales du printemps 2014, et nous sollicite pour un report de délai de 12 mois de la convention ;
- le service technique, conscient de la problématique qui est indépendante de la volonté du Maître d’ouvrage, apporte un avis favorable pour une prorogation du délai d’exécution de l’opération d’une année.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article 1 :
La date d’achèvement de l’opération est reportée d’une année, fixant le délai d’exécution de l’opération à 4 ans à compter de la date d’entrée en vigueur de la convention n°84537, soit le 6 avril 2015.

Article 2 :
Les autres articles de la convention n°84537 restent inchangés.
La présente décision, notifiée au Maître d’ouvrage, est immédiatement applicable.

[Signature]
Olivier THIBAULT

Page n° 1/2
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
</tr>
<tr>
<td>84537.01</td>
<td>COMMUNAUTE URBaine DE LILLE</td>
<td>Etude relative aux sédiments de dragage pour permettre d'éclairer la déclinaison et la traduction des objectifs du Plan Bleu de Lille Métropole.</td>
<td>HT/TC</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Bassin versant de la Deûle-Marque.</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°**

AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE

DU 18/12/2023

Page n° 2/2
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°  A3-D-413
DU A8-A2-603

TITRE : MODIFICATION DE L'ENGAGEMENT FINANCIER N° 14879 PRIS AU PROFIT DU SIADO SANS INCIDENCE FINANCIERE
VALANT AVENANT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 09-A-036 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2009 relative à la protection et mise en valeur de la ressource en eau,
- de la décision n° 12-D-323 du Directeur Général de l'Agence en date du 11 septembre 2012 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Considérant que :
- par convention n° 14879, notifiée le 7 novembre 2012, l'Agence a apporté au SIADO une participation financière de 25 000,00 € sous forme de subvention (S 50%) pour un montant d'investissement financable de 50 000,00 € HT relatif à la réalisation d'une étude de faisabilité de l'interconnexion des forages et à la sécurisation de l'alimentation en eau potable au niveau des communes d'Esquerchin, Quiry-la-Motte et Fézin,
- ladite convention n'a fait l'objet d'aucun versement d'acompte,
- par courrier en date du 11 juillet 2013, le SIADO nous a informés qu'il convient d'intégrer le deuxième volet de l'étude relative à la sécurisation de la distribution et la faisabilité des maillages de Fézin et Courchelettes à l'étude d'Esquerchin et de Quiry la Motte.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :
L'article 2 - DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES de la convention 14879 est modifié comme suit :

Localisation :
ESQUERCHIN, QUIERY LA MOTTE, FERIN et COURCHELETTES

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.
Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
TITRE : PROTECTION RESSOURCE EAUX SOUTERRAINES

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-040 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la protection et mise en valeur de la ressource en eau,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>3 dossiers d'interventions</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Montant total</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X230.

[Signature]

Olivier TNISBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d’ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l’opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>Plafonné</td>
</tr>
<tr>
<td>18509.00</td>
<td>SI DISTRIBUTION D’EAU DE HAUTECLOQUE</td>
<td>Mise en conformité avec la DUP d’Hautecloque</td>
<td>Hautecloque</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>18527.00</td>
<td>SI DISTRIBUTION D’EAU DE HAUTECLOQUE</td>
<td>Comblement forage F2</td>
<td>Hautecloque</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>18529.00</td>
<td>SIAEP VALLEE DU BLEQUIN</td>
<td>Canalisation des eaux pluviales de ruissellement dans la parcelle du captage</td>
<td>Nielles les Bléquin</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>74 015,00</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
**TITRE** : PROTECTION RESSOURCE EAUX SOUTERRAINES

**VISA** :
- Vu la Charte de l'Environnement promuiguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-040 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la protection et mise en valeur de la ressource en eau,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

**Article 1** :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>3 dossiers d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>40313,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant total</td>
<td>40313,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Article 2** :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X230.

[Signature]

 Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>HT/HTC</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant finançable</th>
<th>Plafondé</th>
<th>Nature</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19386.00</td>
<td>SAINT SIMON</td>
<td>Travaux de protection</td>
<td>Saint-Simon</td>
<td>HT</td>
<td>17 313</td>
<td>17 313</td>
<td>17 313</td>
<td>S</td>
<td>70</td>
<td></td>
<td>12 119</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19432.00</td>
<td>QUEVAUVILERS</td>
<td>Etude hydrogéologique protection du captage de Quevauvillers</td>
<td>Namps-Maisnil</td>
<td>HT</td>
<td>1 706</td>
<td>1 706</td>
<td>1 706</td>
<td>S</td>
<td>70</td>
<td></td>
<td>1 194</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19442.00</td>
<td>EAU ET FORCE</td>
<td>Révision de la procédure de protection du champ captant de Wandignies Hamage</td>
<td>Wandignies Hamage</td>
<td>HT</td>
<td>54 000</td>
<td>54 000</td>
<td>54 000</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td>27 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>73 019,00</td>
<td>73 019,00</td>
<td>73 019,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>40 313,00</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° \( A^3 \cdot D - 4 \wedge 6 \)

DU \( A^5 \cdot A^2 \) 2013

TITRE : TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - COMMUNAUTE URBAINDE D'ARRAS - DOSSIER N° 85046

VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le X\textsuperscript{ème} Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,
- Vu la demande présentée par la Communauté Urbaine d'Arras en date du 19 septembre 2013,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 09-A-026 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d'assainissement des Collectivités Territoriales,
- de la décision n° 11-D-058 du Directeur Général de l'Agence en date du 31 janvier 2011 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :
Suite à la réception des certificats de bon raccordement envoyés par la collectivité qui attestent l'atteinte de l'objectif de la convention, l'Agence décide de transformer en subvention l'avance versée au maître d'ouvrage d'un montant de 13 680,00 € pour l'opération reprise en annexe à la présente décision.

Article 2 :
La présente décision est immédiatement applicable.

[Signature]

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

D'\textsc{olivier thibault}
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 39/12/2013

TITRE : POLLUTIONS DIFFUSES

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-038 du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>8 dossiers d'interventions</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X182.

[Signature]

Olivier THIBAULT

Page n° 1/3
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19517.00</td>
<td>GAEC DU BAYARD</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013 - CH</td>
<td>ESTAIRES</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19521.00</td>
<td>BUIGNET HENRY</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013 - CH</td>
<td>PAS EN ARTOIS</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19522.00</td>
<td>FACHE ANDRE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013 - CH</td>
<td>BOUSIGNIES</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19523.00</td>
<td>EARL D'URBISE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013 - CH</td>
<td>LA CALOTTERIE</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19525.00</td>
<td>EARL SAISON</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013 - CH</td>
<td>NEUVILLE SOUS MONTREJIL</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19526.00</td>
<td>SCFA LA VALLEE</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013 - CH</td>
<td>AIRON SAINT VAAST</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19532.00</td>
<td>EARL CRESPEL</td>
<td>PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013 - CH</td>
<td>BUS LA MESIERE</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Montant prévisionnel de l'opération (€)</td>
<td>Participation financière (€)</td>
</tr>
<tr>
<td>--------------</td>
<td>---------------------------------</td>
<td>------------</td>
<td>----------------------------------------</td>
<td>-----------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>19534.00</td>
<td>DUGRAIN PHILIPPE PROGRAMME EAU ET AGRICULTURE 2013 - CH</td>
<td>ERQUINGHEM LYS</td>
<td>HT 3 285</td>
<td>3 285</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td>72 172,00</td>
<td>72 172,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* SF : Subvention forfaitaire
TITRE : ELEVAGES

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Détail</th>
<th>Montant (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
<td>90 000,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant total : 90 000,00 €

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X181.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>18505.00</td>
<td>AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT</td>
<td>Plan de Modernisation des Bâtiments d'Élevage (PMBE)</td>
<td>Région Picardie</td>
<td>HT 90 000</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>90 000,00</td>
<td>90 000,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
TITRE : POLLUTIONS DIFFUSES

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-038 du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| Montant cumulé sous forme de subvention | 31 448,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention |  |
| Montant cumulé sous forme d'avance remboursable |  |
| **Montant total** | **31 448,00 €** |

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X182.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
**ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°**

**VALANT ACTE D'ATTRIBUTION**

- En application de la délibération n° 13-A-038 du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses.

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>HT/TT/C</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
</tr>
<tr>
<td>19535.00</td>
<td>COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PLATEAU PICARD</td>
<td>CONSEIL EN PROTECTION INTEGREE - ANNEE 3</td>
<td>Territoire de la Communauté de Communes du Plateau Picard dans l’Oise situé sur Artois Picardie (BAG de Ferrières et Cannois)</td>
<td>HT</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

- Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Conditions techniques**:
  - Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence:
    - les diagnostics d'exploitation réalisés,
    - les invitations aux visites au champ, les thématiques abordées ainsi que la liste des participants,
    - les bilans annuels réalisés.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations après leur réalisation.

- Délai d'achèvement : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d’un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiés exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n’a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d’entretien : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE**

Olivier THIBAULT
**ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°**

**VALANT ACTE D'ATTRIBUTION**

- En application de la délibération n° 13-A-038 du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>HT/TTC</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant financement</th>
<th>Plaçonné</th>
<th>Nature*</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19533.00</td>
<td>LYS LEZ LANNAY</td>
<td>ACQUISITION DE MATÉRIEL DE DESHERRAGE</td>
<td>LYS LEZ LANNAY (59)</td>
<td>HT</td>
<td>21 120</td>
<td>16 770</td>
<td>16 770</td>
<td>S</td>
<td>30</td>
<td></td>
<td>5 031</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>5 031</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur place ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux régies de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

Le rapport parviendra à l'Agence au plus tard au 20ème mois à partir de la date de livraison desdits appareils.

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE**

GILLES THIBAULT

Page n° 3/9
AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE

ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 20/12/2013
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 13-A-038 du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses.

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>HT/TTC</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant financement</th>
<th>Plafond</th>
<th>Nature*</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19541.00</td>
<td>ENNEVELIN</td>
<td>ACQUISITION D'UN BROYEUR POLYVALENT</td>
<td>ENNEVELIN (59)</td>
<td>HT</td>
<td>6 510</td>
<td>6 510</td>
<td>6 510</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td>3 255</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

3 255,00

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur place ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- Délai d'achèvement : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d'entretien : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- Conditions techniques :
  - effectuer des démonstrations d'utilisation de cet appareil sur demande de l'Agence,
  - fournir à l'Agence un rapport sur l'utilisation de cet appareil après une année d'utilisation, comprenant les temps d'utilisation, les surfaces, les consommations, les problèmes rencontrés, les réactions des citoyens...
  - remettre à l'Agence, trois exemplaires du rapport final et une version numérique (CD Rom, ...),
  - respecter la Charte d'Entretien des Espaces Publics.

Le rapport parviendra à l'Agence au plus tard au 20ème mois à partir de la livraison dudit appareil.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT

14776 Page n° 4/9
**AGENCE DE L’EAU**
**ARTOIS-PICARDIE**

**ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°**
**VALANT ACTE D’ATtribution**

En application de la délibération n° 13-A-038 du Conseil d’Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,

<table>
<thead>
<tr>
<th>№ de dossier</th>
<th>Nom du maître d’ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l’opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19544.00</td>
<td>AVION</td>
<td>ACQUISITION D’UN BROYEUR DE VEGETAUX</td>
<td>HT</td>
<td>38 500</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

Le Maître d’Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d’ attribution, l’acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d’Ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. A défaut, l’Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l’exécution des opérations ou après leur réalisation.

- Délai d’achèvement : Le Maître d’Ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l’Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d’Ouvrage de son RIB et d’un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L’Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d’Ouvrage n’a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l’Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d’entretien : Le Maître d’Ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- Conditions techniques : Le Maître d’Ouvrage s’engage à :
  - effectuer des démonstrations d’utilisation de cet appareil sur demande de l’Agence,
  - fournir à l’Agence un rapport sur l’utilisation de cet appareil après une année d’utilisation, comprenant les temps d’utilisation, les surfaces, les consommations, les problèmes rencontrés, les réactions des citoyens...,
  - remettre à l’Agence, trois exemplaires du rapport final et une version numérique (CD Rom, ...),
  - respecter la Charte d’Entretien des Espaces Publics.

Le rapport parviendra à l’Agence au plus tard au 20ème mois à partir de la date de livraison dudit appareil.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 20/10/2013
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 13-A-038 du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses.

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Montant financement (€)</th>
<th>Nature*</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10/47.00</td>
<td>ESTAILES</td>
<td>ACQUISITION D'UN BROYEUR DE BRANCHES</td>
<td>ESTAILES (59)</td>
<td>HT 9 230</td>
<td>9 230</td>
<td>S</td>
<td>30</td>
<td>2 769</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai, l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :
  Le Maître d'Ouvrage s'engage à :
  - effectuer des démonstrations d'utilisation de cet appareil sur demande de l'Agence,
  - fournir à l'Agence un rapport sur l'utilisation de cet appareil après une année d'utilisation, comprenant les temps d'utilisation, les surfaces, les consommations, les problèmes rencontrés, les réactions des citoyens...,
  - remettre à l'Agence trois exemplaires du rapport final et une version numérique (CD Rom, ...),
  - respecter la Charte d'Entretien des Espaces Publics.

Le rapport parviendra à l'Agence au plus tard au 20ème mois à partir de la date de livraison dudit appareil.

---

*LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE*

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 20/12/2013
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 13-A-038 du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19649,00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>REALISATION D'UN SUIVI ANNUEL POUR 2 COMMUNES</td>
<td>HT 980</td>
<td>Nature* 50</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL : 490,00**

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations :** le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations :** L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement :** Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement :** Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien :** Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

Le Directeur Général de l'Agence

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 20/10/2013 VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 13-A-038 du Conseil d’Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d’ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l’opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>193420.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>REALISATION DE 5 DIAGNOSTICS DES PRATIQUES ET 5 PLANS DE DESHERRAGE</td>
<td>HT 9 458 9 458 9 458 S 50 4 729</td>
<td>4 729,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d’ouvrage est tenu de respecter les conditions du présent acte d’attribution, l’acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d’ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. À défaut, l’Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pieds ou sur place lors de l’exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d’achèvement** : Le Maître d’ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. À défaut de ce délai l’Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalité de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d’ouvrage de son RIB et d’un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L’Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d’ouvrage n’a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l’Agence et exigées par elle ci-après mise en demeure de payer.

- **Obligations d’entretien** : Le Maître d’ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :
  - fournir à l’Agence les rapports des diagnostics des pratiques et des plans de désherbage de ces 5 communes du DTMP Sud Avesnois,
  - remettre à l’Agence, trois exemplaires du rapport final et une version numérique (CD Rom, …),
  - respecter la Charte d’Entretien des Espaces Publics.

Le rapport parviendra à l’Agence au plus tard au 6ème mois à partir de la date de fin de réalisation de l’opération.

Olivier THIBAULT
AGENCE DE L’EAU  
ARTOIS-PICARDIE

ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 20/12/2013  
VALANT ACTE D’ATTRIBUTION

En application de la délibération n° 13-A-038 du Conseil d’Administration du 18 octobre 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d’ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l’opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
</tr>
<tr>
<td>19552.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>REALISATION D’UN SUIVI ANNUEL POUR 7 COMMUNES</td>
<td>BEAUMONT EN CAMBRESIS, INCHY, MAUROIS, TROISVILLES, HONNECHY, BERTRY, REUMONT (59)</td>
<td>HT 3 430</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d’Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d’attribution, l’acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d’Ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. À défaut, l’Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : l’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l’exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d’achèvement** : le Maître d’Ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l’Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d’Ouvrage de son RIB et d’un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L’Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d’Ouvrage n’a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l’Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d’entretien** : le Maître d’Ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3% par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

Le Maître d’Ouvrage s’engage à :
- fournir à l’Agence les rapports des suivis annuels des pratiques et des conseils adaptés pour chacune des 7 communes,
- remettre à l’Agence, trois exemplaires du rapport final et une version numérique (CD Rom, ...),
- respecter la Charte d’Entretien des Espaces Publics.

Le rapport parviendra à l’Agence au plus tard au 6ème mois à partir de la date de fin de réalisation de l’opération.

© LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

Olivier THISAULT

14776 Page n° 9/9
TITRE : RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

VISA : 
- Vu la Chartre de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-008 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 13-I-080 de la Commission Permanente des Interventions du 8 novembre 2013 qui a donné délégation au Directeur Général de l'Agence pour engager les dossiers selon la dotation disponible en fin 2013,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

**Article 1 :**

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| Montant cumulé sous forme de subvention | 1 213 650,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention | 1 334 400,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance remboursable | |
| Montant total | 2 548 050,00 € |

**Article 2 :**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X120.

[Signature]

Olivier THIBAULT

14774 Page n° 1/5
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maitre d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel (€)</th>
<th>Montant prévisionnel HT (€)</th>
<th>Montant prévisionnel TTC (€)</th>
<th>Montant finançable (€)</th>
<th>Participations financières</th>
<th>Taux d'assurance</th>
<th>Montant maximal (€)</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>17531.01</td>
<td>COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE SOMME</td>
<td>Dernière tranche de travaux (suite et fin) d'extension de collecte des eaux usées de Heilly</td>
<td>HEILLY : Rues des pauvres, Cave, Bordeillers, Neuvé, du Château, Saudeloque, du Moulin et impasse Sainte Anne</td>
<td>HT 202 300</td>
<td>202 300</td>
<td>202 300</td>
<td>144 000</td>
<td>A 1+20</td>
<td>25</td>
<td>36 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17931.00</td>
<td>SI ASSAINISSEMENT ST BLIMONT - VAUDRICOURT</td>
<td>Extension de la collecte sur la commune de SAINT BLIMONT</td>
<td>SAINT BLIMONT : rues des Ecoles, du 8 mai 1945 et impasse d'Yore</td>
<td>HT 364 557</td>
<td>364 557</td>
<td>364 557</td>
<td>348 000</td>
<td>A 1+20</td>
<td>25</td>
<td>87 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17860.00</td>
<td>FERQUES</td>
<td>Travaux d'extension de réseaux de collecte</td>
<td>FERQUES : Rue Elysée Clais (1ère partie)</td>
<td>HT 126 000</td>
<td>126 000</td>
<td>126 000</td>
<td>60 000</td>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>9 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17841.00</td>
<td>SI ASSAINISSEMENT COLLECTIF VAL DE SOMME</td>
<td>Ouvrages de transfert des eaux usées de Liercourt vers Pont Rémy</td>
<td>Liercourt</td>
<td>HT 430 000</td>
<td>430 000</td>
<td>430 000</td>
<td>430 000</td>
<td>A 1+20</td>
<td>30</td>
<td>18 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18960.00</td>
<td>HOMBLEUX</td>
<td>Deuxième partie de la quatrième et dernière tranche d'extension de la collecte</td>
<td>HOMBLEUX Bourg (rue de Nesle - RD 930) et hameau de Basquetouncour : rue Brion</td>
<td>HT 160 000</td>
<td>160 000</td>
<td>160 000</td>
<td>84 000</td>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>64 500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18900.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>Extension de réseau en séparatif</td>
<td>LAVENTIES : Rues de la Gare, des Clinques, Delphine Chevrette (1ère partie), du Hem (1ère partie) et raccordement du lotissement les Fauvettes</td>
<td>HT 1 250 000</td>
<td>1 250 000</td>
<td>1 250 000</td>
<td>1 248 000</td>
<td>A 1+20</td>
<td>25</td>
<td>187 200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19206.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>Extension du réseau en séparatif</td>
<td>GOMMENIES : Rue du Grand Sart (2ème partie)</td>
<td>HT 300 000</td>
<td>300 000</td>
<td>300 000</td>
<td>248 000</td>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>36 900</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19206.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>Extension du réseau en séparatif</td>
<td>GOMMENIES : Rue du Grand Sart (2ème partie)</td>
<td>HT 300 000</td>
<td>300 000</td>
<td>300 000</td>
<td>248 000</td>
<td>A 1+20</td>
<td>25</td>
<td>61 500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/HT</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
<td>Montant financement</td>
<td>Montant maximal</td>
<td>Nature*</td>
<td>Taux de forfait</td>
<td>Montant maximal</td>
</tr>
<tr>
<td>--------------</td>
<td>--------------------------</td>
<td>------------</td>
<td>--------------</td>
<td>-------</td>
<td>---------------------</td>
<td>------------------</td>
<td>--------------------</td>
<td>-----------------</td>
<td>--------</td>
<td>----------------</td>
<td>----------------</td>
</tr>
<tr>
<td>19207.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>Extension de la collecte en séparatif</td>
<td>BONY : Rues de l'Abbaye, Macquincourt et du Château d'eau</td>
<td>HT</td>
<td>350 000</td>
<td>350 000</td>
<td>198 000</td>
<td>S/UR</td>
<td>15</td>
<td>29 700</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19215.00</td>
<td>TILLOY LES HERMIVILLE</td>
<td>Extension de collecte</td>
<td>TILLOY LES HERMIVILLE - Rue de l'Eglise</td>
<td>HT</td>
<td>144 000</td>
<td>144 000</td>
<td>144 000</td>
<td>S/UR</td>
<td>15</td>
<td>21 600</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19217.00</td>
<td>COMMUNAUTE DE COMMUNES LA PORTE DES VALLEES</td>
<td>Extension de collecte</td>
<td>HAUTE AVESENAS - Rue de la Place</td>
<td>HT</td>
<td>74 600</td>
<td>74 600</td>
<td>72 000</td>
<td>S/UR</td>
<td>15</td>
<td>10 800</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19218.00</td>
<td>SI D'ASSAINISSEMENT AULNOY FAMARS VALENCIENNES</td>
<td>Extension de collecte</td>
<td>LA SENTINELLE : Le Petit Couver céted Conforama</td>
<td>HT</td>
<td>85 000</td>
<td>85 000</td>
<td>30 000</td>
<td>A/1+20</td>
<td>25</td>
<td>7 500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19220.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>Extension du réseau de collecte</td>
<td>LA FLAMENGRIE : Rues de l'Eglise, du Rivage, du Vieux Chemin, des Toubaqueux, Balette, Haute et de la Perche</td>
<td>HT</td>
<td>760 000</td>
<td>760 000</td>
<td>438 000</td>
<td>A/1+20</td>
<td>25</td>
<td>109 500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19222.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>Réseau extension de collecte</td>
<td>VIESLY : Rues du Paradis</td>
<td>HT</td>
<td>70 000</td>
<td>70 000</td>
<td>36 000</td>
<td>S/UR</td>
<td>15</td>
<td>5 400</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19239.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>Extension de collecte</td>
<td>CORBEHEM - Rue de Gouy (1ère partie)</td>
<td>HT</td>
<td>1 050 000</td>
<td>400 963</td>
<td>336 000</td>
<td>A/1+20</td>
<td>25</td>
<td>84 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Montant prévisionnel de l'opération (€)</td>
<td>Participation financière (€)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>--------------</td>
<td>--------------------------</td>
<td>------------</td>
<td>---------------------------------------</td>
<td>-----------------------------</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19257.00</td>
<td>DESVRES</td>
<td>Extension des réseaux de collecte</td>
<td>HT 190 000 190 000 190 000</td>
<td>S 15 28 600</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>DESVRES : Rue du stade, rue des roisiers.</td>
<td></td>
<td>A 1+20 30 57 000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19268.00</td>
<td>SIVU ASSAINISS AGGLO SAINT POL SUR TERNOISE</td>
<td>Extension des réseaux de collecte</td>
<td>HT 210 000 210 000 42 000</td>
<td>S 15 6 300</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>SAINT POL SUR TERNOISE : Rue d'Aire</td>
<td></td>
<td>A 1+20 30 12 600</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19272.00</td>
<td>SI DES EAUX REGION BONNINQUES LES CALAIS</td>
<td>Extension de collecte</td>
<td>HT 240 000 240 000 30 000</td>
<td>S /UR 15 4 500</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>NIELLES LES CALAIS : RD 245E (secteur 18)</td>
<td></td>
<td>A 1+20 25 7 500</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S 15 4 500</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19277.00</td>
<td>FERQUES</td>
<td>Réalisation de l'ouvrage de transfert des eaux usées</td>
<td>HT 163 000 163 000 163 000</td>
<td>S /UR 15 24 450</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>FERQUES : Liaison Hameau d'Elinghen</td>
<td></td>
<td>A 1+20 30 48 900</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S 15 24 450</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19278.00</td>
<td>SOUSTRE</td>
<td>Travaux d'extension des réseaux de collecte</td>
<td>HT 51 000 51 000 36 000</td>
<td>S 15 5 400</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>SOUSTRE : Rues de Pas-en-Artois, de St-Amand, Neuve, et ruele Mouton (2ème partie).</td>
<td></td>
<td>A 1+20 30 10 800</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S /UR 15 5 400</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19311.00</td>
<td>COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN</td>
<td>Mise en conformité de la collecte par pose de branchements en domaine public.</td>
<td>HT 550 000 375 000 375 000</td>
<td>S 15 56 250</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>SAINT QUENTIN - Quartier Cépy Quinaut : rues d'Amantières, de Douai, Saint omer, Valenciennes, Tourcoing, Arras, Lille, Dunkerque, Calais, Boulogne et Maubeuge</td>
<td></td>
<td>A 1+20 30 112 500</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19329.00</td>
<td>REGIE NOREADE</td>
<td>Création d'un réseau de transfert des eaux usées</td>
<td>HT 500 000 500 000 500 000</td>
<td>S /UR 15 75 000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>HARGICOURT : Ouvrage de transfert vers Le Ronsoy</td>
<td></td>
<td>A 1+20 25 125 000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S 15 75 000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
## ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°

**AGENCE DE L’EAU**

**ARTOIS-PICARDIE**

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TT/C</td>
</tr>
<tr>
<td>19348.00</td>
<td>SICOM ASSAINISSEMENT BASSIN WIMEREUX</td>
<td>Extension de collecte</td>
<td>WIMILLE : Route de la trésorerie</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

---

* A 1+20 : AVANCE EN 20 ANS APRES 1 AN DE DIFFERE
S : SUBVENTION
S /UR : SUBVENTION SOLIDARITE URBAIN/RURAL
TITRE : REHABILITATION RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-008 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 13-I-082 de la Commission Permanente des Interventions du 8 novembre 2013 qui a donné délégation au Directeur Général de l'Agence pour engager les dossiers selon la dotation disponible en fin 2013,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Description</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>14 dossiers d'interventions</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
<td>342 129,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible</td>
<td>82 120,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td>462 104,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td>886 353,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X122.

[Signature]

Olivier THIBAULT

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE
## ANNEXE A LA DÉCISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 20/12/2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel (€)</th>
<th>Montant éligible (€)</th>
<th>Montant financé (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>17519.01</td>
<td>BRAY SUR SOMME</td>
<td>Travaux de réhabilitation des réseaux eaux usées unitaire du centre bourg (tranche 2 : 2013)</td>
<td>BRAY SUR SOMME: Rues de Béthisy, du Chevalier de la Barre, de la Laité des carrières, du Castel, des Aliorres, Pierre Curie et du Général Leclerc</td>
<td>HT 159 400</td>
<td>159 400</td>
<td>159 400</td>
<td>A 2+1 10 15 23 1900 S 15 S/JUR 15 23 910</td>
</tr>
<tr>
<td>1782.00</td>
<td>COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MONGREUILLOIS</td>
<td>Amélioration du transfert des eaux par temps de pluie.</td>
<td>MONTREUIL : Secteur DO Boulogne</td>
<td>HT 209 000</td>
<td>209 000</td>
<td>209 000</td>
<td>A 2+1 30 15 31 350</td>
</tr>
<tr>
<td>19229.00</td>
<td>COMMUNAUTE D’AGGLOMERATION DE L’ARROIS</td>
<td>Réhabilitation d’un réseau de collecte des eaux usées</td>
<td>AUCHEL : Val Fleuri</td>
<td>HT 94 919,50</td>
<td>94 919,50</td>
<td>94 919,50</td>
<td>A 2+1 25 15 14 237</td>
</tr>
<tr>
<td>19293.00</td>
<td>SI D ASSAINISSEMENT AULNOY FAMARS VALENCIENNES</td>
<td>Amélioration des réseaux par reprise de déversements d’orage</td>
<td>BRAY SUR L’ESCAUT : Rue Brabant</td>
<td>HT 50 000</td>
<td>50 000</td>
<td>50 000</td>
<td>A 2+1 25 15 12 500</td>
</tr>
<tr>
<td>19336.00</td>
<td>COMMUNAUTE D’AGGLOMERATION MAUBEUGE VAL DE SAMBRE</td>
<td>Réseau réhabilitation</td>
<td>AULNOYE AYMÉRIES : Rue de l'hôtel de Ville</td>
<td>HT 597 900</td>
<td>597 900</td>
<td>402 000</td>
<td>A 2+1 15 15 60 300 S 15 AC 2+1 10 40 200</td>
</tr>
<tr>
<td>19338.00</td>
<td>SIVOM DE LA REGION D'ETAPLES</td>
<td>Réhabilitation du réseau Eaux usées</td>
<td>CUCQ : Boulevard Labrasse ; 2ème partie) et antennes (Rue de Londres, du marché et avenue de Paris)</td>
<td>HT 80 000</td>
<td>80 000</td>
<td>80 000</td>
<td>A 2+1 30 15 24 000 S 15</td>
</tr>
<tr>
<td>19340.00</td>
<td>SIVOM DE LA REGION D'ETAPLES</td>
<td>Réhabilitation des réseaux eaux usées</td>
<td>CUCQ : Le rendy</td>
<td>HT 60 000</td>
<td>40 450</td>
<td>40 450</td>
<td>A 2+1 30 15 6 067</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal (€)</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A 2+1</td>
<td>10</td>
<td>15 940</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A 1+20</td>
<td>15</td>
<td>23 910</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>23 910</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>S/JUR</td>
<td>15</td>
<td>23 910</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A 2+1</td>
<td>30</td>
<td>62 700</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>14 237</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A 1+20</td>
<td>25</td>
<td>23 729</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A 1+20</td>
<td>25</td>
<td>12 600</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>7 500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A 1+20</td>
<td>25</td>
<td>12 600</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>60 300</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>60 300</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>AC 2+1</td>
<td>10</td>
<td>40 200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A 1+20</td>
<td>30</td>
<td>24 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>12 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A 1+20</td>
<td>30</td>
<td>12 135</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>No de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Montant prévisionnel de l'opération (€)</td>
</tr>
<tr>
<td>--------------</td>
<td>-----------------------------------------</td>
<td>-------------------------------------</td>
<td>----------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>19341.00</td>
<td>COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION DE SAINT QUENTIN</td>
<td>Réhabilitation du réseau d'assainissement GAUCHY: rues Cegielsky et 9 mars 1962</td>
<td>HT 50 000 50 000 36 000</td>
</tr>
<tr>
<td>19342.00</td>
<td>COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION DE SAINT QUENTIN</td>
<td>Travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement ROUVROY: rues des Prés et des Bosquets</td>
<td>HT 155 000 155 000 155 000</td>
</tr>
<tr>
<td>19344.00</td>
<td>COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE</td>
<td>Réhabilitation amélioration DUNKERQUE: Rue du Général de Gaulle (de la route de Fort-Mardyck à la rue Deconinck)(Secteur Fort Mardyck)</td>
<td>HT 87 800 87 800 87 800</td>
</tr>
<tr>
<td>19346.00</td>
<td>COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE</td>
<td>Réseau amélioration BRAY-DUNES: Rue des alouettes et des cigognes</td>
<td>HT 172 000 172 000 172 000</td>
</tr>
<tr>
<td>19346.00</td>
<td>COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE</td>
<td>Réseau amélioration DUNKERQUE: Rue Sébastien et place Castagnier</td>
<td>HT 167 224 167 224 162 000</td>
</tr>
<tr>
<td>19350.00</td>
<td>BOULOGNE SUR MER</td>
<td>Réhabilitation de réseaux BOULOGNE SUR MER: Rue du puits d'Amour</td>
<td>HT 150 600 150 600 150 600</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Localisation</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>-----------------------------</td>
<td>--------------------</td>
<td>-----------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>19351.00</td>
<td>BOULOGNE SUR MER</td>
<td>Rehabilitation de réseaux</td>
<td>BOULOGNE SUR MER : Rue Copernic, Héniville</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* AC 2+1 : AVANCE RESEAU EVENT. CONVERTIBLE EN SUBV
A 1+20 : AVANCE EN 20 ANS APRES 1 AN DE DIFFERE
S : SUBVENTION
S /UR : SUBVENTION SOLIDARITE URBAIN/RURAL
TITRE : CONNAISSANCE ENVIRONN. EAUX LITTOR.
Dossier n°7479803 : CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 9ème Programme d'Intervention 2007-2012 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 06-A-114 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 en portant approbation,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d'Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 06-A-136 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2008 relative à la connaissance environnementale,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage du 16 décembre 2013,

Considérant que :
- par convention n° 74798, notifiée le 1er octobre 2009, l'Agence a apporté au Centre National de la Recherche Scientifique une participation financière de 150 000,00 € HT sous forme d'une subvention (S 50 %) pour un montant prévisionnel financement de 300 000,00 € HT ;
- un avenant n° 1 prorogeait la durée jusqu'au 30 septembre 2013 ;
- un avenant n° 2 prorogeait la durée jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- les actions relatives à cette convention sont en cours de finalisation.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

**Article unique :**

La convention n° 74798 est prolongée d'une durée supplémentaire de 3 mois, reportant le délai d'achèvement ultime des opérations au 31 mars 2014 avec arrêt des dépenses au 31 janvier 2014. A cette fin, un avenant n° 3 à ladite convention sera établi, les autres articles restent inchangés.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>HT/HTC Montant prévisionnel Montant éligible Montant financable Plafonné Nature* Taux ou forfait Montant maximal Garantie financière</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>74/98.03</td>
<td>CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</td>
<td>Avenant de prorogation de la convention 7478 CNRS LOG Littoral du bassin Artois-Picardie</td>
<td>HT 0 0 0</td>
<td>0 0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0 0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Page n° 2/2
TITRE : CONNAISSANCE ENVIRONN. EAUX SUPERFICI.
CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'ENVIRONNEMENT DU NORD PAS DE CALAIS

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-045 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la connaissance environnementale,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage du 3 décembre 2013,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| 1 dossier d'interventions                                                                 | 1 000,00 € |
| Montant cumulé sous forme de subvention                                                |           |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention                         |           |
| Montant cumulé sous forme d'avance remboursable                                       |           |
| **Montant total**                                                                      | **1 000,00 €** |

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X321.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier TINBAULT
## ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 20/11/2015

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TT/C</td>
</tr>
<tr>
<td>19488.00</td>
<td>CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'ENVIRONNEMENT DU NORD PAS DE CALAIS</td>
<td>Contribution à l'organisation d'une journée d'information sur les perturbateurs endocriniens, leurs impacts sur la santé et les milieux.</td>
<td>Cette journée se tiendra sur le site de la station d'épuration de Marquette-lez-Lille.</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td>2 000,00</td>
<td>2 000,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*SF : Subvention forfaitaire*
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° VALANT AVENANT DU 20 AOUT 2013

TITRE : PROROGATION DE PAIEMENT DU DOSSIER N° 56098 PRIS AU PROFIT DE LA COMMUNE DE FRICOURT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d’Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- de la délibération n° 04-A-041 du Conseil d’Administration du 24 novembre 2004 relative à l’alimentation en eau potable,

Considérant que :
- par convention n° 56098, notifiée le 20 septembre 2006, l’Agence a apporté à la commune de Fricourt une participation financière de 11 217 € sous forme de subvention (S 25%) et de subvention solidarité urbain/rural (SUR 25%) pour un montant finançable de 24 929 € HT relatif à la création et au raccordement d’un forage de secours au château d’eau communal,
- ladite convention a fait l’objet de deux avenants de prolongation de durée de respectivement une et deux années,
- au vu de l’ancienneté de la convention et de ses impératifs de gestion financière, l’Agence a informé la commune de Fricourt par courrier du 17 septembre 2013 que la convention était annulée,
- suite à ce courrier, la commune de Fricourt nous a transmis les pièces de solde par courrier en date du 24 septembre 2013,
- au vu des éléments transmis, les travaux ont bien été réalisés et le forage est en service,
- pour effectuer le paiement dudit dossier, une prorogation doit être faite afin de régulariser le délai d’achèvement de l’opération,

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :
La convention n° 56098 est prolongée jusqu’au 28 février 2014.

[Signature]
OLIVIER THIBAULT
TITRE : CURAGE DES SEDIMENTS TOXIQUES

COMMUNAUTE D' AGGLOMERATION DE LA PORTE DU HAINAUT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-041 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la demande présentée par le Maître d'ouvrage,
- Vu la délibération n°13-I-061 de la Commission Permanente des Interventions du 27 septembre 2013 qui donne délégation au Directeur Général pour engager la participation financière, reprise à la convention n°19481, dès que possible.

Considérant que :

Ce dossier fait l'objet d'un montant global d'opération finançable de 1 595 398,00 €, l'Agence finance à hauteur de 40 %, soit un montant global de participation financière de 638 159 €. L'engagement financier se fait en 2 étapes, la première en 2013 pour un montant de travaux finançables de 1 200 000 € et un montant de participation financière de 480 000 €, et la seconde en 2014, par avenant (dossier n°14481.01), pour un montant de travaux financables de 395 398 € et un montant de participation financière de 158 159 €.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour l'1ère opération, reprise, en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d'interventions</th>
<th>Montant total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
<td>480 000,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant de participation financière est imputé sur la ligne de Programme X241.

LE DÉIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
### ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 30/11/2013

#### AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>19481,00</td>
<td>COMMUNAUTE D' AGGLOMÉRATION DE LA PORTE DU HAINAUT</td>
<td>Travaux de requalification écologique de la Scarpe inférieure entre Hasson et Mortagne du Nord, pour le lot n°3, tels que prévus dans la délibération n°13-l-061 de la Commission Permanente des Interventions du 27 septembre 2013.</td>
<td>Bassin versant de la Scarpe aval</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 83855 PRISE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE D’AGGLOMERATION HENIN-CARVIN.
VALANT AVENANT

VISA :
- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d’Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- de la délibération n° 09-A-026 du Conseil d’Administration du 16 octobre 2009 relative aux réseaux d’assainissement des collectivités territoriales,
- de la délibération de la Commission Permanente des Interventions n° 10-I-053 du 05 novembre 2010 relative à l’opération faisant l’objet de la présente décision.

Considérant que :
- par convention n° 83855, notifiée le 08 mars 2011, l’Agence a apporté à la Communauté d’Agglomération Hénin-Carvin une participation financière de 191 750,00 € sous forme de subvention (S20%), et d’avance (A30%) pour un montant d’investissement financable de 383 500,00 € HT relatif à la mise en place d’une chambre de dessalement à Dourges rue du Marais,
- ladite convention n’a fait l’objet d’aucun versement d’acompte,
- par courrier en date du 29 novembre 2013, la Communauté d’Agglomération Hénin-Carvin nous a informés que le démarrage des travaux est conditionné à l’aboutissement d’une procédure d’expropriation. Celle-ci est en cours de publicité en Mairie de Dourges et sera ensuite transmise pour publicité aux hypothèques puis en préfecture. Par conséquent, la Communauté d’Agglomération Hénin-Carvin nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :
La convention n° 83855 est prolongée de 3 ans, soit jusqu’au 03 mars 2017, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’Ouvrage.
AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE

DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 427
DU 23/02/2013

TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 83973 PRISE AU PROFIT DE NOREADE.

VALANT AVENANT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,

En application :
- de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- de la délibération n° 11-A-041 du Conseil d'Administration du 14 octobre 2011 relative aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales,
- de la délibération de la Commission Permanente des Interventions n° 10-I-051 du 05 novembre 2010 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision.

Considérant que :
- par convention n° 83973, notifiée le 11 mars 2011, l'Agence a apporté à Noréade une participation financière de 115 973,00 € sous forme de subvention (S/UR 20 %) et de subvention urban/rural (S/UR 20 %) pour un montant d'investissement financier de 204 647,00 € HT relatif à l'aménagement de la lagune de Wattignies la Victoire,
- ladite convention a fait l'objet d'un versement d'acompte (50 % de la participation financière),
- par courrier en date du 02 décembre 2013, Noréade nous a informés que l'entreprise titulaire du Marché devait ré-intervenir sur le complexe bentonique de l'un des deux bassins à microphytes suite aux essais d'étanchéité non-conformes réalisés sur ce dernier. Par conséquent, Noréade nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :
La convention n° 83973 est prolongée de 1 an, soit jusqu'au 11 mars 2015, reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.
Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE

Per délégation
Le Directeur Général Adjoint
Pierre MARIEN
Olivier THIBAULT
TITRE : INFO COMM EDUC ENVIRONNEMENT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu l'Article 3.2 du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
  octobre 2013,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n°
  12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 en portant approbation des modalités générales
  des interventions financières de l'Agence,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n°
  12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-047 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à l'information,
  communication et éducation à l'environnement,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Considérant que lors de l'instruction, la prise en compte des dépenses susceptibles de bénéficier d'une
participation financière a été exprimée, à tort, en HT ;

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

Les montants de dépenses indiqués sur les trois dossiers sont à prendre en compte en TTC :

- Dossier 17271 : École Maternelle Publique de Airaines,
- Dossier 17284 : École Primaire Hubert Maquet de Amettes,
- Dossier 17285 : Collège Marcel Cello de Cempuis.
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
</tr>
<tr>
<td>17271.01</td>
<td>ECOLE MATERNELLE PUBLIQUE</td>
<td>L'école Maternelle d'Airaines propose un projet d'éducation au thème de l'eau pour quatre classes de Petite, Moyenne et Grande section.</td>
<td>Airaines</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>17284.01</td>
<td>ECOLE PRIMAIRE HUBERT MAQUET</td>
<td>L'école Hubert Maquet de Amettes met en place un projet d'éducation au thème de l'eau 2012-2013 intitulé &quot;L'eau, élément naturel source de vie&quot;, et destiné à une classe de CP.</td>
<td>Amettes</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>17285.01</td>
<td>COLLEGE MARCEL CALLO</td>
<td>Le collège Marcel Callo de Cemps propose un projet d'éducation au thème de l'eau 2012-2013 destiné à quatre classes de 6ème et 5ème.</td>
<td>Cemps</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 18 D. 428 DU 24/12/2013**

---

**AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

---

**Page n° 2/2**